



# Tableau de Bord Conjoncturel en Seine-Saint-Denis

Novembre 2007

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



Le Club 93 Conjoncture est une structure informelle qui réunit les principaux acteurs économiques de la Seine-Saint-Denis, spécialistes de la conjoncture, suivants : la Préfecture de la Seine-Saint-Denis, le Conseil général de Seine-Saint-Denis, le Comité d'expansion de la Seine-Saint-Denis, la Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis, la Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle, la Banque de France de Seine-Saint-Denis, la Trésorerie générale de Seine-Saint-Denis, le Comité départemental de tourisme de la Seine-Saint-Denis, les ASSEDIC de l'Est Francilien, la Direction départementale des services fiscaux de la Seine-Saint-Denis, la Direction départementale de l'équipement, la Chambre de métiers et de l'artisanat de la Seine-Saint-Denis, le Tribunal de commerce de Seine-Saint-Denis, la Direction régionale des douanes de Paris-Est, l'ANPE 93 et l'URSSAF de Paris- Région Parisienne.

Il a pour objet l'analyse et le suivi de la conjoncture économique du département, et s'organise autour de deux aspects différents du suivi et de l'analyse de la conjoncture départementale : le suivi régulier de la conjoncture en premier lieu, et l'examen plus structurel par thématique de certains aspects de l'économie départementale, en second lieu.

Dans cette perspective, le Club 93 Conjoncture réalise semestriellement un tableau de bord conjoncturel de la Seine-Saint-Denis qui regroupe des séries chronologiques économiques collectées auprès des différents partenaires et tente de faire l'analyse d'indicateurs départementaux relatifs à l'emploi, les ménages, l'habitat, le tourisme, l'immobilier, la vie de l'entreprise, les services, l'attractivité et l'image de la Seine-Saint-Denis.

Ce document est consultable sur les sites internet des partenaires du Club 93 Conjoncture suivants :

- Préfecture de la Seine-Saint-Denis : [www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr](http://www.seine-saint-denis.pref.gouv.fr)
- Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis : [www.ccip93.fr](http://www.ccip93.fr)
- Chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis : [www.cma93.fr](http://www.cma93.fr)
- Comité départemental du tourisme : [www.tourisme93.com](http://www.tourisme93.com)
- Comité d'expansion de Seine-Saint-Denis : [www.comex93.org](http://www.comex93.org)

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



# **SOMMAIRE**

## **I) LES MENAGES**

A) <u>La consommation des ménages</u>	
<input type="checkbox"/> Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts.....	<b>P 6</b>
B) <u>L'investissement des ménages</u>	
<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules particuliers.....	P 7
<input type="checkbox"/> Crédit à l'habitat.....	P 7
<input type="checkbox"/> Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m <sup>2</sup> .....	P 8
<input type="checkbox"/> Le volume de la construction des logements neufs.....	P 9
<input type="checkbox"/> La production de logements neufs.....	P 10
<input type="checkbox"/> Le marché des appartements neufs.....	P 11

## **II) LA VIE DE L'ENTREPRISE**

A) <u>Démographie d'entreprise</u>	
<input type="checkbox"/> Analyse des enregistrements au RCS au 31 octobre 2007.....	P 13
<input type="checkbox"/> Mouvements (créations, radiations) des entreprises.....	P 14
<input type="checkbox"/> Mouvements (créations par branche) de l'artisanat.....	P 14
<input type="checkbox"/> Nombre d'établissements implantés en zone franche urbaine (ZFU).....	P 16
B) <u>Activité des entreprises</u>	
<input type="checkbox"/> Le commerce extérieur.....	P 17
<input type="checkbox"/> La Taxe sur la Valeur Ajoutée.....	P 20
<input type="checkbox"/> L'impôt sur les sociétés.....	P 22
C) <u>Niveau de l'investissement</u>	
<input type="checkbox"/> Construction des locaux d'activités.....	P 23
<input type="checkbox"/> Immatriculations de véhicules utilitaires.....	P 24
<input type="checkbox"/> Crédits aux entreprises.....	P 25

## **III) LES SERVICES**

<input type="checkbox"/> Hôtellerie (taux d'occupation).....	P 27
<input type="checkbox"/> Transports (données qualitatives).....	P 29



## **SOMMAIRE (suite)**

### **IV) INDICATEURS D'ATTRACTIVITE**

<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace.....	P 31
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs au Stade de France.....	P 31
<input type="checkbox"/> Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis.....	P 31
<input type="checkbox"/> Chiffres clés « salons » sur les parcs d'exposition du Bourget et de Villepinte.....	P 32
<input type="checkbox"/> Transferts des sièges sociaux.....	P 33
<input type="checkbox"/> Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise.....	P 34

### **V) L'EMPLOI**

#### **A) Le marché du travail**

<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois en fin de mois (DEFM).....	P 37
<input type="checkbox"/> Les demandes d'emplois enregistrées.....	P 37
<input type="checkbox"/> Les secteurs qui recrutent.....	P 37
<input type="checkbox"/> Les offres par taille d'entreprise.....	P 37
<input type="checkbox"/> Les métiers recherchés par les entreprises.....	P 38
<input type="checkbox"/> Le taux d'évolution du chômage sur un an.....	P 38
<input type="checkbox"/> Le nombre d'allocataires du RMI.....	P 40
<input type="checkbox"/> Les contrats d'insertion.....	P 40
<input type="checkbox"/> Les reprises d'activité selon le type de contrats.....	P 41

#### **B) Le marché de l'emploi**

<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre.....	P 42
<input type="checkbox"/> L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés.....	P 42
<input type="checkbox"/> L'évolution des actifs du secteur commercial.....	P 43
<input type="checkbox"/> L'évolution des actifs des principaux secteurs d'activité de services.....	P 43
<input type="checkbox"/> L'évolution des effectifs dans le commerce.....	P 43
<input type="checkbox"/> L'évolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité de services.....	P 43
<input type="checkbox"/> L'évolution des actifs dans le secteur des services.....	P 44
<input type="checkbox"/> La répartition des emplois dans les services.....	P 44
<input type="checkbox"/> L'évolution de la part du tertiaire dans l'ensemble des emplois salariés.....	P 44
<input type="checkbox"/> Les déclarations uniques d'embauches.....	P 45

<b>Note méthodologique.....</b>	<b>P 48</b>
---------------------------------	-------------

<b>Contacts.....</b>	<b>P 53</b>
----------------------	-------------



# LES MENAGES

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Equipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

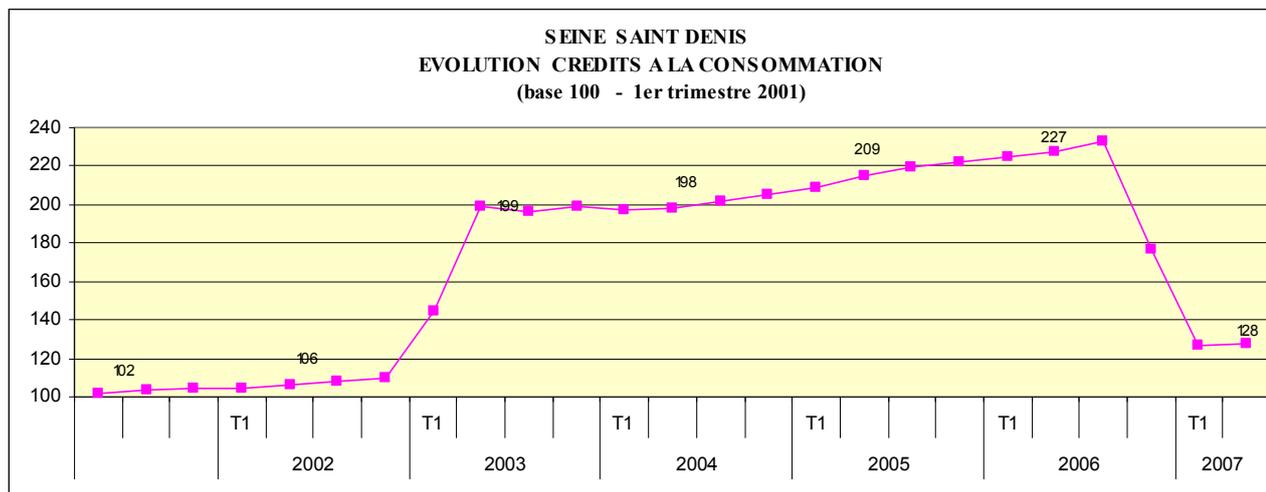
## LES MENAGES : La consommation des ménages

### Crédits à la consommation

La hausse du volume global des crédits à la consommation s'est légèrement tassée en 2006 (+6.4%) après une hausse plus marquée en 2005 (+8.4%). La part des prêts personnels est toujours prépondérante et représente 68.7% du total des crédits à la consommation à décembre 2006.

Le décrochage constaté au 4<sup>e</sup> trimestre 2006 correspond au transfert de la Banque AGF sur La Défense (92) et dont les déclarations sont désormais centralisées par la Banque de France de Nanterre depuis novembre 2006.

Le premier semestre 2007 se caractérise par un taux de croissance plus faible (+1.6%). La croissance estimée au troisième trimestre conforte le taux de croissance (+4.7%). La part des prêts personnels à juin 2007 s'accroît et représente 74.2% du total des crédits à la consommation.



Source : Banque de France

# LES MENAGES : L'investissement des ménages (1)

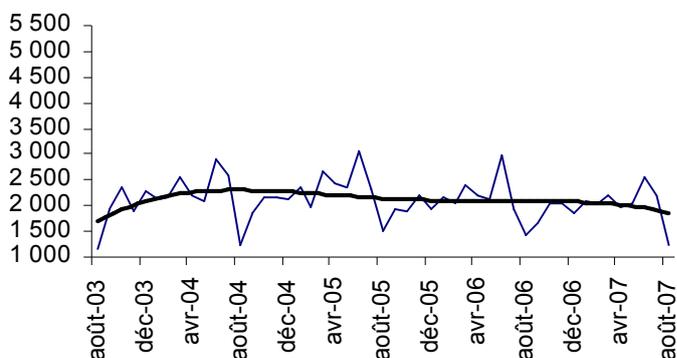
## Immatriculations de véhicules particuliers neufs

Le cumul des immatriculations de janvier à août 2007 en Seine-Saint-Denis (16 308) reste inférieur à ceux des années précédentes (17 242 en 2006, 18 640 en 2005 et 17 842 en 2004), soit une baisse de 5,4 % par rapport à 2006 (baisse de 7,5 % de 2006 par rapport à 2005).

L'Ile-de-France (18 650) également, comme l'année précédente, connaît une baisse de 4,2 % par rapport à 2006 (19 437 en 2006, 20 952 en 2005 et 19 405 en 2004).

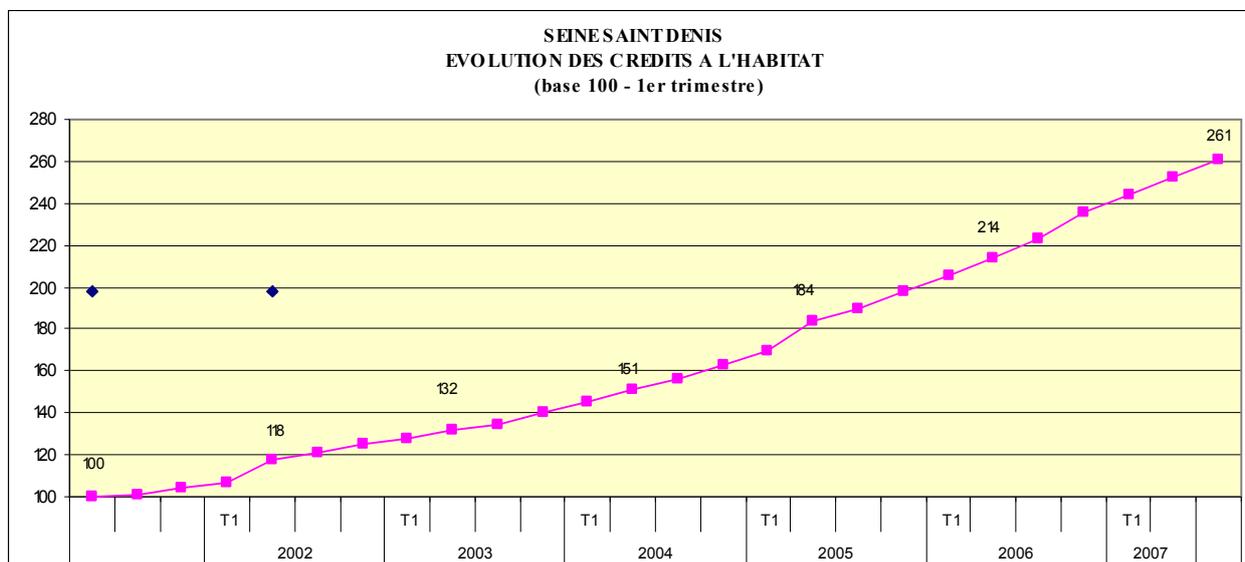
Au plan national, on constate sur la même période une certaine stabilité (1 375 198 en 2007 contre 1 374 733 en 2006), soit une hausse de 0,03 %. Toutefois, les résultats restent inférieurs à 2005 (1 401 051).

## VEHICULES PARTICULIERS en Seine-Saint-Denis



Source : Préfecture 93 / DREIF

## Crédits à l'habitat



Source : Banque de France

Le niveau des encours des crédits à l'habitat consentis aux particuliers continue de croître sur un rythme annuel soutenu bien que fléchissant (21.8% en 2005 ; 18.4% en 2006 ; 7% sur le premier semestre 2007) et représente une part de plus en plus importante dans le total des prêts ( 79.3% en décembre 2005 ; 87.3% en décembre 2006 ; 89.2% en juin 2007).

## LES MENAGES : L'investissement des ménages (2)

### Marché des logements collectifs neufs (promotion privée)

S'agissant des appartements neufs, les niveaux des stocks qui étaient partout en hausse au second semestre 2006, ont continué à augmenter en grande couronne de 7 %. En revanche, en zone centrale de l'agglomération francilienne, la baisse des stocks a conduit au 1<sup>er</sup> semestre 2007 à une légère diminution du stock régional (9 800 appartements neufs disponibles en Ile-de-France, soit - 3 % en six mois).

Aussi, au premier semestre 2007, les indicateurs du marché des appartements neufs, tant à l'échelle de l'Ile-de-France que de la Seine-Saint-Denis restent bien orientés, mais dans un contexte général de stabilisation, voire de baisse des prix. Cette évolution à la baisse des stocks en 2007 a été portée par le bon niveau des ventes et la décélération des mises en ventes : près de 10 200 appartements ont été vendus en Ile-de-France au premier semestre, soit une progression de 11 % par rapport au second semestre 2006, aussi bien vérifiée en grande couronne qu'en petite couronne, le niveau des mises en vente de la période (environ 9 600 appartements pour l'ensemble de la région) ayant globalement reculé de 25 %, la baisse atteignant 28 % en petite couronne.

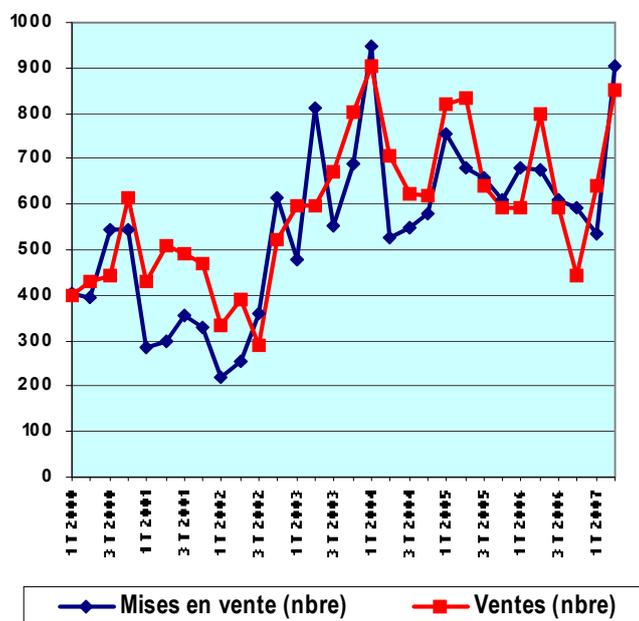
Dans ce contexte régional, le marché des appartements neufs de la Seine-Saint-Denis au 1<sup>er</sup> semestre 2007 se démarque par une augmentation du volume des ventes plus significative (près de 1 500 logements vendus au premier semestre, soit +44 % par rapport au second semestre 2006), conjuguée à une relance des mises en vente (un peu plus de 1 400 logements, soit +20 % sur le semestre) alors que le renouvellement de l'offre s'est ralenti partout ailleurs. Celui-ci étant resté au niveau des ventes, le stock s'est globalement maintenu à environ 1 000 appartements disponibles à la vente à la fin juin. La Seine-Saint-Denis a réalisé environ 15 % des ventes et des mises ventes de l'Ile-de-France au premier semestre 2007 et dispose de 10 % du stock régional.

### Prix de vente moyen des logements collectifs neufs (promotion privée)

Au deuxième trimestre 2007, le prix moyen des appartements neufs vendus en Seine-Saint-Denis atteint 3 406 euros/m<sup>2</sup>, soit une baisse de 5 % par rapport à un maximum de 3 572 €/m<sup>2</sup> qui semble avoir été atteint au premier trimestre. Les prix de vente moyens extrêmes par commune oscillent entre 2 870 €/m<sup>2</sup> et 4 980 €/m<sup>2</sup>.

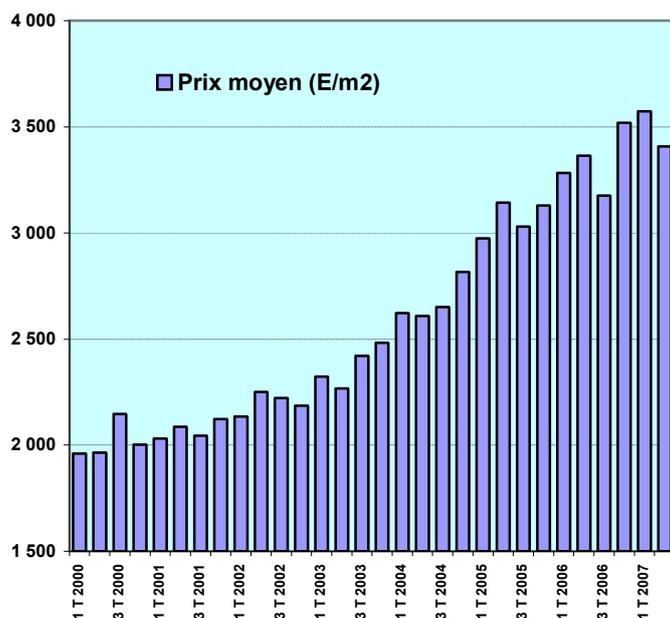
L'écart entre le prix moyen séquanodionysien et celui de la petite couronne se réduit un peu (-23,9 % contre -25,5 % fin 2006). Le prix moyen des Hauts de Seine (5 307 €/m<sup>2</sup>) a reculé de 4 % en six mois et celui du Val de Marne (4 216 €/m<sup>2</sup>) de 1 %. Seule la moyenne des prix de la grande couronne (3 511 €/m<sup>2</sup>) enregistre encore une hausse au second trimestre 2007 (+2 %).

### Commercialisation des appartements neufs en Seine-Saint-Denis (données trimestrielles)



Source : ECLN / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

### Prix moyen des appartements neufs vendus en Seine-Saint-Denis (données trimestrielles)



Source : ECLN / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

## LES MENAGES : L'investissement des ménages (3)

### Volume de la construction des logements neufs

Les analyses de la construction réalisées semestriellement pour le tableau de bord du club conjoncture 93 sont établies d'après les séries de chiffres dites « en date de prise en compte » (dans le système statistique) qui donnent une indication de tendance, par différence avec les séries de chiffres dites « en date réelle », dont la stabilisation prend un an minimum, préférées pour les analyses structurelles de long terme, notamment pour communiquer sur le suivi de la réalisation des objectifs départementaux du SDRIF (4 555 logements autorisés non annulés en moyenne annuelle sur les 15 années de la période 1990-2005 par rapport aux objectifs de 6 800 logements sur les 53 000 fixés à l'échelle régionale pour le SDRIF en vigueur).

Pour ce qui concerne la conjoncture, après une année 2006 marquée par un excellent second semestre qui avait porté le niveau des autorisations de construire de l'année à plus de 7 900 logements totaux, les résultats du premier semestre 2007 retrouvent un niveau comparable à celui du premier semestre 2006, le bon niveau de production du premier trimestre 2007 ayant pondéré la chute des autorisations de construire du second.

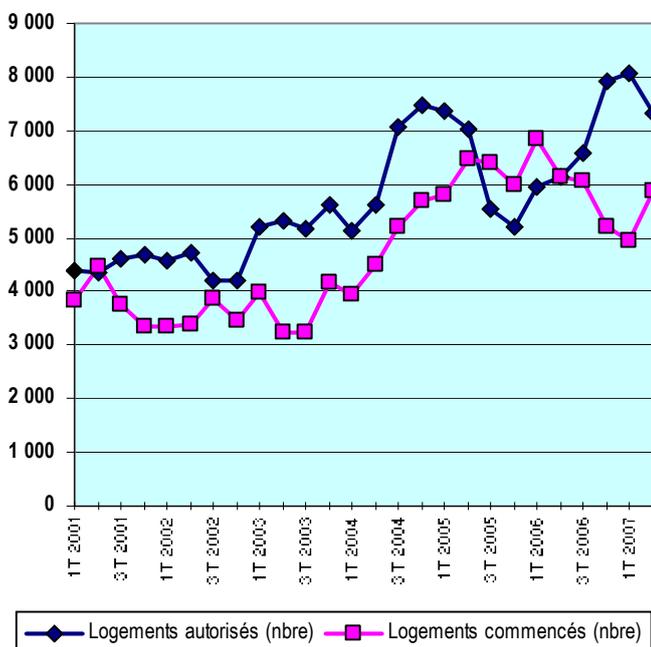
Les logements neufs dits « ordinaires » constituent la quasi intégralité de la production : 2 871 autorisations de construire au cours du premier semestre, auxquels s'ajoutent une petite quinzaine de logements en résidence. Les indicateurs du troisième trimestre montrent une nette reprise d'activité qui pourrait porter le niveau de production de l'année 2007 à environ 6 500 logements autorisés, après 6 600 en 2006.

L'évolution observée à l'échelle de la région Île-de-France a également montré une baisse d'activité au premier semestre 2007, mais de moindre ampleur : le nombre des autorisations de construire de logements ordinaires a reculé de 8 % par rapport au semestre précédent (contre -25 % en Seine-Saint-Denis). Au total, un peu plus de 24 500 logements ont été autorisés en Ile-de-France au premier semestre 2007, dont environ 1 000 logements à réaliser en résidences. Le troisième trimestre 2007, avec un peu plus de 13 600 logements autorisés, confirme également une reprise d'activité par rapport aux deux précédents trimestres, de l'ordre de 10 %.

Les mises en chantier effectives de logements rendent compte, en raison des délais de mise en œuvre, de l'évolution à la hausse des autorisations de construire observée en 2006, plus ou moins prononcée selon les territoires. Ainsi, en Seine-Saint-Denis, le nombre de logements mis en chantier progresse de 43 % au premier semestre 2007, avec près de 3 500 logements commencés (dont près de 3 200 logements ordinaires). Au niveau régional, l'amplitude de la hausse est plus modeste : près de 19 500 logements ont été mis en chantier soit une progression de 6 % par rapport au second semestre 2006.

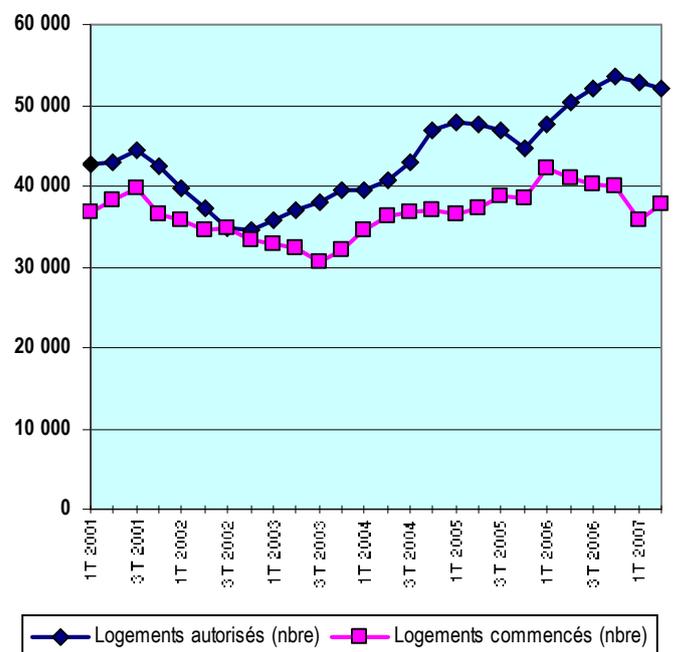
#### Seine-Saint-Denis

(données en date de prise en compte cumulées sur 12 mois)



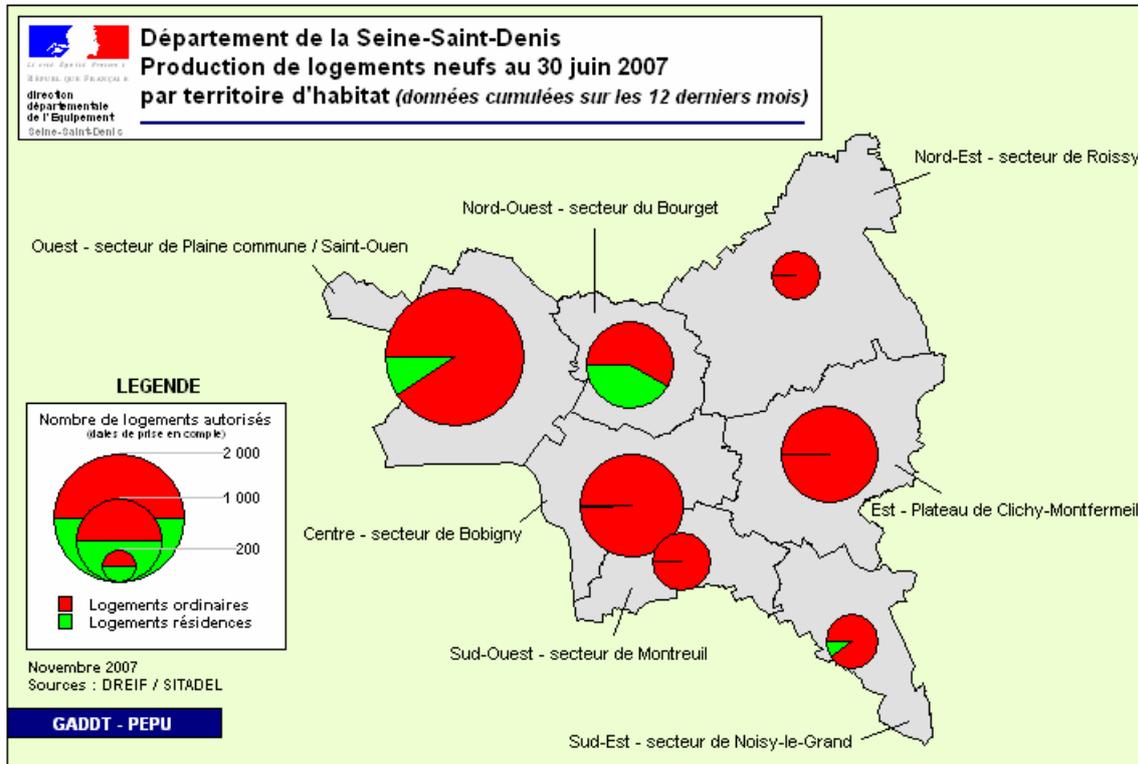
#### Ile-de-France

(données en date de prise en compte cumulées sur 12 mois)



## LES MENAGES : L'investissement des ménages (4)

### Production de logements neufs au 1<sup>er</sup> semestre 2007 (évolution des autorisations de construire sur les 12 derniers mois)



#### LES TERRITOIRES



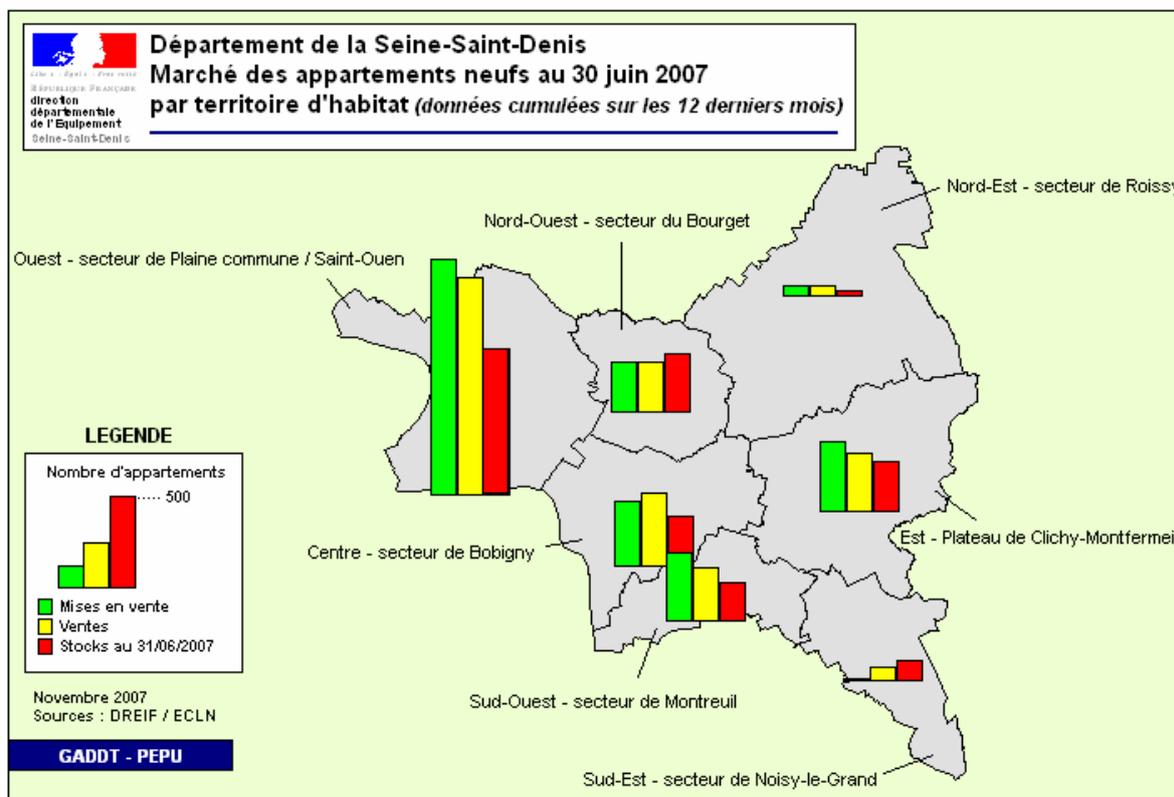
#### NOMBRE DE LOGEMENTS AUTORISÉS DU 01/07/2006 AU 30/06/2007

Territoire	Logt_ordinaire	Logt_résidence	libre_Total
ouest - secteur de Plaine commune	2 124	225	2 349
nord-ouest - secteur du Bourget	573	406	979
nord-est - secteur de Roissy	372	0	372
centre - secteur de Bobigny	1 411	14	1 425
est - plateau de Clichy-Montfermeil	1 292	0	1 292
sud-ouest - secteur de Montreuil	530	0	530
sud-est - secteur de Noisy-le-Grar	401	46	447
Total Seine-Saint-Denis	6 703	691	7 394

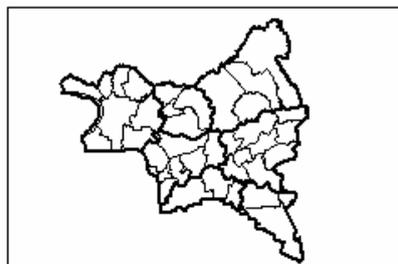
Si l'on excepte les logements en résidences dont les autorisations de construire au premier semestre 2007 ont été très peu nombreuses (14 logements), le volume des autorisations de construire de logements neufs dits « ordinaires » reste globalement corrélé au poids dans le département du parc de logements de chacun des territoires. Si au niveau départemental le volume des autorisations de construire du premier semestre 2007 (2 871 logements ordinaires) est globalement en baisse par rapport au second semestre 2006 (3 832) pour retrouver un niveau comparable à celui du premier semestre 2006 (2 771), cette tendance n'est pas observable sur les différents territoires. L'Ouest du département (Plaine Commune et Saint-Ouen) continue de représenter la plus grande part de la production départementale (28 % au premier semestre 2007), suivi de près par les territoires du Centre (Pantin principalement) et de l'Est (Livry-Gargan, Gagny, Montfermeil, notamment) dont l'activité s'est sensiblement redressée ce premier semestre. Sur les autres territoires, le niveau de la construction se situe en-deçà du poids dans le département de leur parc de logements.

# LES MENAGES : L'investissement des ménages (5)

## Marché des appartements neufs au 1<sup>er</sup> semestre 2007 (à la vente)



### LES TERRITOIRES



Territoire	Mises_en_vent	Ventes	Stocks_31juin07
ouest - secteur de Plaine commune	1 241	1 143	763
nord-ouest - secteur du Bourget	261	262	305
nord-est - secteur de Roissy	55	59	32
centre - secteur de Bobigny	337	393	269
est - plateau de Clichy-Montfermeil	375	310	260
sud-ouest - secteur de Montreuil	356	277	197
sud-est - secteur de Noisy-le-Grar	21	84	113
Total Seine-Saint-Denis	2 646	2 528	1 939

Source DDE 93

Dans un contexte général où les indicateurs du marché des appartements neufs sont restés bien orientés au premier semestre 2007, avec un volume de 1 491 ventes en hausse de 44 % par rapport au second semestre 2006 (1 037 ventes) et une relance des mises en vente de l'ordre de 20 % (1 442 nouveaux logements proposés à la vente au premier semestre 2007 contre 1 204 au second semestre 2006), le territoire Ouest (Plaine Commune et Saint-Ouen) continue de concentrer la plus grosse part de l'activité du marché du département (43 % des ventes et 39 % des mises en vente du premier semestre 2007). Si les territoires du Nord-Est et du Sud-Est sont peu actifs en raison de la faiblesse de leur offre (seulement 7 % des ventes d'appartements neufs du premier semestre 2007), les quatre autres territoires du département se répartissent de manière à peu près égale 50 % des ventes réalisées au premier semestre 2007, les communes de Drancy, du Blanc-Mesnil (secteur Nord-Ouest), de Pantin, les Lilas (secteur Centre), de Montreuil, Rosny (secteur Sud-Ouest) ou Vaujours (secteur Est) se démarquant par un volume de ventes un peu plus élevé (de 50 à 100 biens vendus par ville).

### **Logements locatifs sociaux neufs financés et agréés**

Le suivi de cet indicateur est annuel et sera proposé au COV d'avril 2008



# LA VIE DE L'ENTREPRISE

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis • Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis • Conseil Général de Seine-Saint-Denis • Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis • Tribunal de Commerce • Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle • URSSAF de Paris- Région Parisienne • ASSEDIC de l'Est Francilien • ANPE 93 • Direction départementale d'Equipement 93 • Comité Départemental du Tourisme • Banque de France de Seine-Saint-Denis • Trésorerie Générale 93 • Direction départementale des Services Fiscaux • Direction régionale des Douanes de Paris-Est • Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (1)

### Analyse des enregistrements au registre des Commerces et des Sociétés au 31 octobre 2007

Les chiffres sont très proches de ceux de 2006 à la même époque.

Il n'y a pas d'évolution sensible à noter.

Les immatriculations des personnes morales représentant toujours plus de 70 % du total.

Les radiations restent à un niveau très élevé et représentent plus de 82 % des immatriculations.

Il est à noter que de nombreuses entreprises ne déposent toujours pas leurs comptes annuels.

			Année 2004	Année 2005	Année 2006	Au 31/10/2007
<b>IMMATRICULATIONS</b>	<b>A</b>	<b>PERS. PHYSIQUES</b>	<b>1 668</b>	<b>1 532</b>	<b>1 448</b>	<b>1 312</b>
	<b>B</b>	<b>PERS. MORALES</b>	<b>6 404</b>	<b>6 835</b>	<b>7 253</b>	<b>6 522</b>
	<b>C</b>	<b>G.I.E.</b>	<b>18</b>	<b>16</b>	<b>17</b>	<b>17</b>
	<b>D</b>	<b>S.C.I.</b>	<b>1 544</b>	<b>1 499</b>	<b>1 469</b>	<b>1 235</b>
<b>TOTAL</b>			<b>9 634</b>	<b>9 882</b>	<b>10 187</b>	<b>9 086</b>
<b>MODIFICATIONS</b>			<b>13 727</b>	<b>14 805</b>	<b>18 943</b>	<b>15 773</b>
<b>RADIATIONS</b>			<b>6 477</b>	<b>10 332</b>	<b>9 573</b>	<b>7 466</b>
<b>COMPTES ANNUELS</b>			<b>16 727</b>	<b>17 663</b>	<b>18 190</b>	<b>14 808</b>

Source : Tribunal de commerce 93

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (2)

### Evolution des enregistrements au Centre de Formalités des Entreprises de la chambre de métiers et de l'artisanat

Au cours du premier semestre 2007, 4 175 formalités ont été enregistrées contre 3 847 pendant la même période de 2006, soit une augmentation de 8,5%.

Parmi ces 4 175 formalités, on compte 1 972 immatriculations au 30 juin 2007 pour 1 604 au 30 juin 2006, ce qui représente une hausse de 22,9 %.

La tendance des porteurs de projet à se diriger vers une forme sociale plutôt que vers l'entreprise individuelle continue à progresser : elle concerne maintenant 72,6 % des demandes d'immatriculation traitées.

Dans le même temps, le nombre des radiations a lui aussi augmenté, mais dans une proportion moindre (7,2 %).

Au 30 juin 2007, on observe un solde positif de 730 entreprises.

### Evolution du nombre d'entreprises artisanales par secteur d'activité

Pour mémoire, les chiffres communiqués sur les trois premiers graphiques ci-dessous sont issus des mouvements enregistrés au Répertoire des Métiers. La répartition a été faite par code d'activité selon la nomenclature de l'INSEE (NAFA) en fonction de la répartition actuelle en quatre catégories. Les chiffres du quatrième graphique s'analysent comme suit : il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à chaque fin de semestre du 30 juin 2005 au 30 juin 2007.

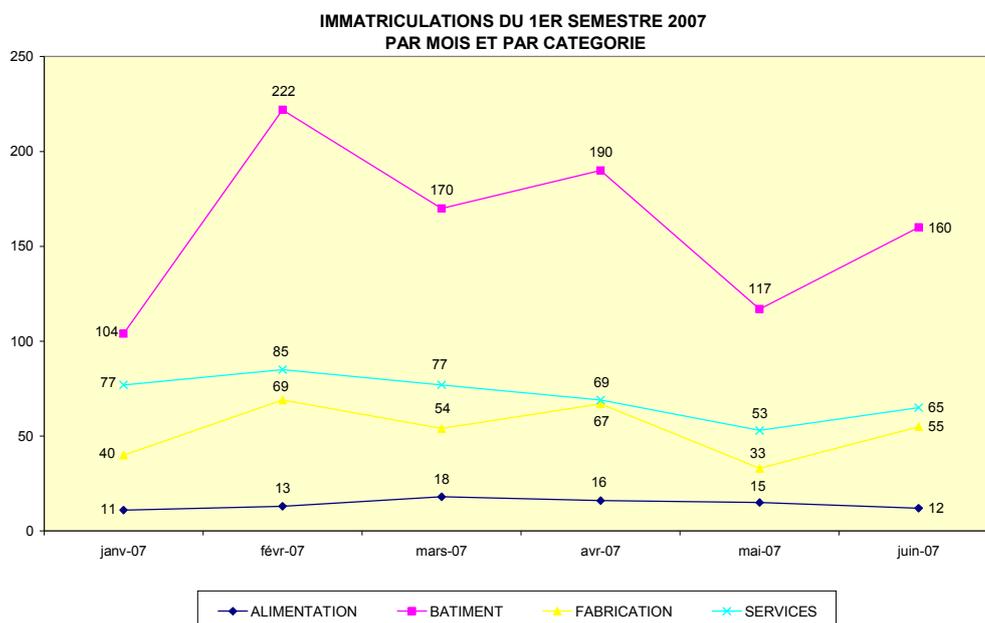
L'étude du Répertoire des Métiers par secteur d'activité montre qu'à l'exception du secteur alimentaire, le nombre d'entreprises a repris sa progression après la légère diminution constatée au deuxième trimestre 2006.

L'alimentation est stable, voire en diminution, du fait de la difficulté propre à certains domaines comme celui de la viande.

Le bâtiment est le seul secteur toujours en nette progression, mais cela ne reflète pas la fragilité relative des métiers du second œuvre qui le composent et qui ont globalement un taux de rotation important.

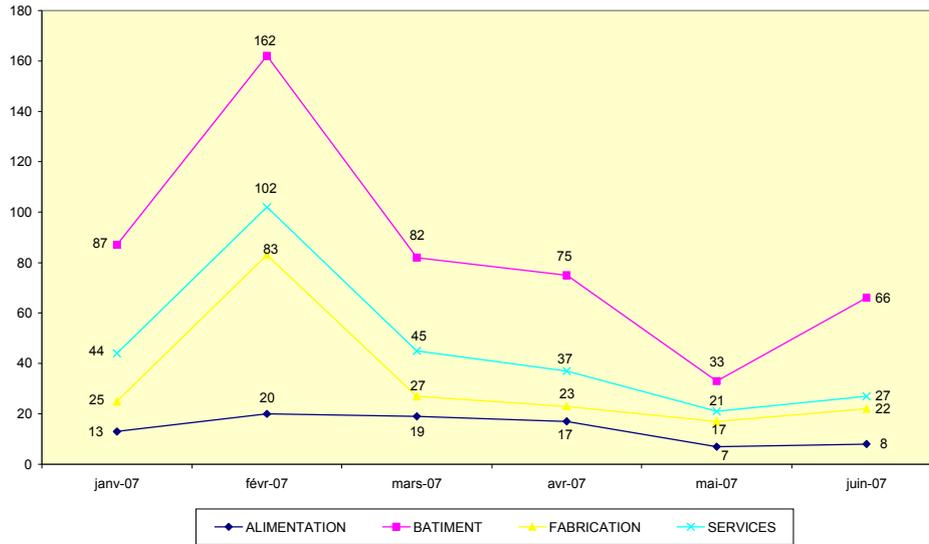
La fabrication manifeste une remontée beaucoup plus lente, du fait des investissements importants que cela exige, comme pour l'alimentaire.

Les services restent la catégorie « fourre-tout » compte tenu de l'extrême diversité des activités recensées.

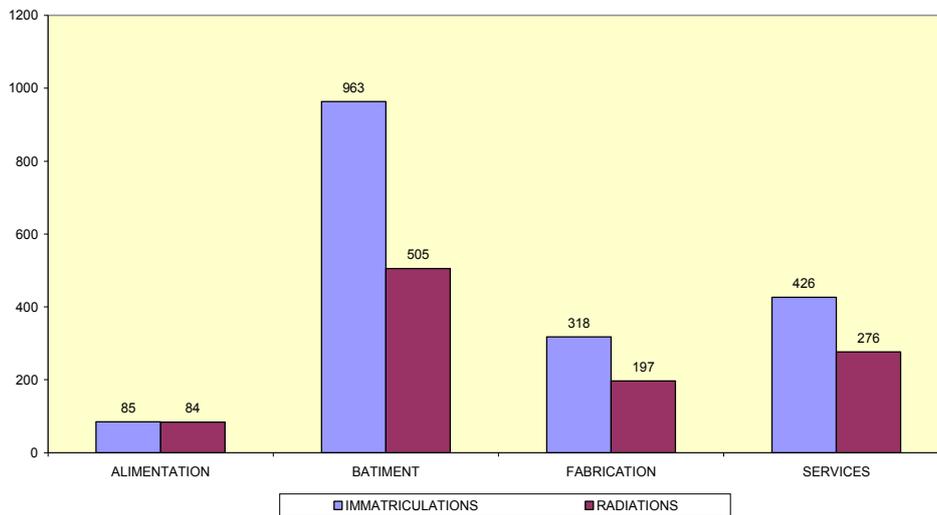


Source : répertoire de la chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis

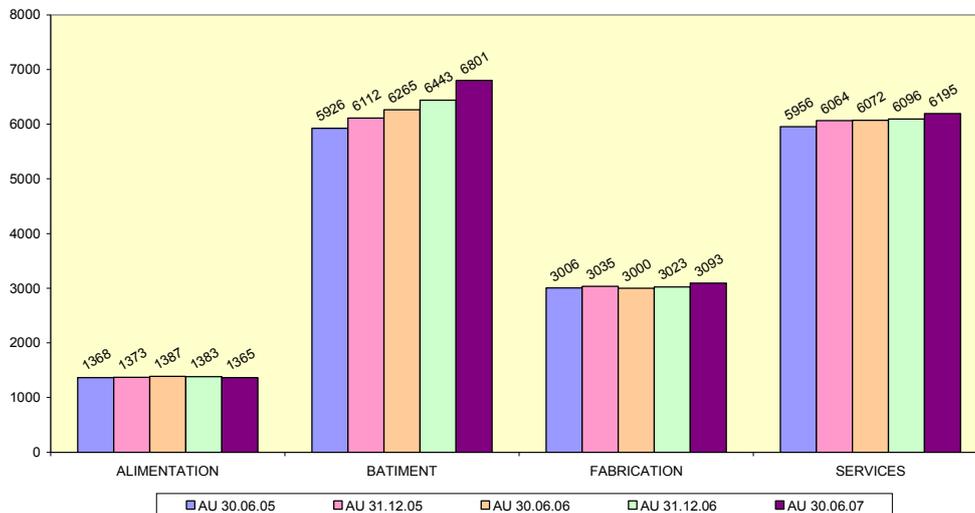
**RADIATIONS DU 1ER SEMESTRE 2007  
PAR MOIS ET PAR CATEGORIE**



**IMMATRICULATIONS ET RADIATIONS  
DU 1ER SEMESTRE 2007 PAR CATEGORIE**



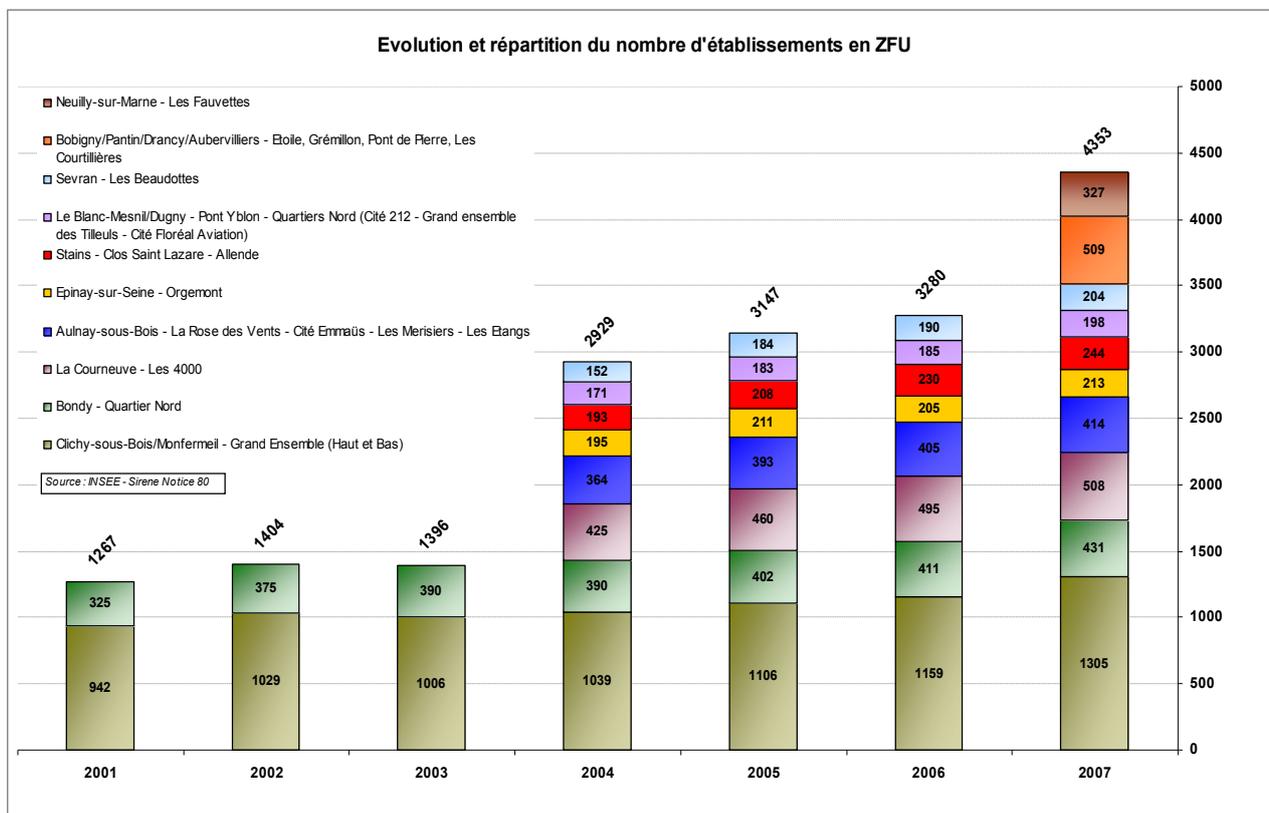
**EVOLUTION DU SECTEUR DES METIERS PAR CATEGORIE  
DU 30 JUIN 2005 AU 30 JUIN 2007**



Source : répertoire de la chambre de métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Démographie d'entreprise (3)

### Le nombre d'établissements implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis : évolution depuis 2001



Source : Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis - Données produites au 1<sup>er</sup> janvier chaque année.

Entre le tableau de bord de mai 2007 et celui de novembre 2007, les comptages ont fortement évolué en raison de l'intégration du périmètre étendu de la ZFU de Clichy-sous-Bois/Monfermeil - Grand Ensemble (Haut et Bas). De manière plus marginale, la finalisation de certains périmètres courant 2007 par la DIV a modifié certains comptages de quelques unités pour les autres ZFU.

On constate que toutes les zones franches du département ont connu une hausse du nombre d'établissements depuis 2001. Naturellement, les plus fortes augmentations concernent les ZFU ayant des disponibilités foncières et immobilières. Il s'agit particulièrement des zones situées à Montfermeil (ZA Vaucanson), à Stains (ZA du Bois Moussay, ZA Saint-Léger) et à la Courneuve (pépinière de la Tour). Entre 2001 et 2007, ces zones ont connu une hausse respective du nombre d'établissements de 38,53 %, 26,42 % et de 19,53 %.

Source CCIP 93

# LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (1)

## Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis (1<sup>er</sup> semestre 2007)

### **Approche géographique**

La principale zone d'exportation de la Seine-Saint-Denis reste l'Europe avec 68,58% des exportations et 60,21% des importations.

#### A l'exportation :

Les principaux partenaires (hors Union Européenne) sont désormais les Etats-Unis et la Suisse. Les échanges avec les Etats-Unis continuent de baisser (-27% par rapport au dernier semestre 2006), alors que les échanges avec la Suisse augmentent de 15%

#### ***Evolution des exportations de la Seine Saint-Denis (en milliers d'euros)***

Pays	2 S 03	1 S 04	2 S 04	1 S 05	2 S 05	1 S 06	2 S 06	1 S 07
Italie	121 431	268 422	535 017	445 837	377 644	415 835	326 893	415 383
Espagne	136 311	266 874	561 169	834 151	502 129	546 886	295 671	331 256
Royaume-Uni	360 476	340 250	373 090	203 719	291 430	240 273	244 566	321 176
Allemagne	246 222	281 505	239 530	210 130	253 628	256 623	242 728	228 478
Belgique	110 046	142 890	247 831	265 426	268 414	287 317	184 931	203 303
Etats-Unis	144 578	137 591	167 936	129 744	163 503	177 369	191 879	140 283
Suisse	59 955	76 470	51 490	60 740	66 323	83 654	89 698	103 261
Russie	26 465	35 041	44 541	36 818	48 083	46 752	79 454	96 107
Algérie	68 118	70 739	78 642	73 454	67 385	90 631	73 278	82 674
Suède	11 091	25 348	77 004	80 858	63 978	33 730	30 683	57 424

Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

A noter que le Japon qui était au second semestre 2006 notre deuxième partenaire hors UE a vu ses exportations chuter de 62% au premier semestre 2007. Les principaux secteurs concernés par cette chute sont les biens de consommation (-86%), les produits intermédiaires (-34%). Ce fléchissement est compensé en partie par la relance des exportations du secteur des produits de l'industrie automobile (+133%).

#### ***Exportation du Japon par secteur (en milliers d'euros)***

Secteurs	2 S 2006	1 S 2007	Evolution
Pdts agricoles, sylvicoles et piscicoles	2	2	-25%
Pdts des industries agricoles et alimentaires	393	125	-68%
Biens de consommation	79 550	11 488	-86%
Pdts de l'industrie automobile	6 844	15 970	133%
Biens d'équipement	6 239	5 393	-14%
Biens intermédiaires	9 405	6 175	-34%
Pdts énergétiques	4	4	17%
Pdts divers	251	87	-65%

Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

## A l'importation :

L'Allemagne reste notre principal fournisseur, même si un infléchissement est observé : -17%. La Chine conforte sa deuxième position malgré une légère baisse des importations de 7% pour ce premier semestre

### ***Evolution des importations de la Seine Saint-Denis (en milliers d'euros)***

<b>Pays</b>	<b>2 S 03</b>	<b>1 S 04</b>	<b>2 S 04</b>	<b>1 S 05</b>	<b>2 S 05</b>	<b>1 S 06</b>	<b>2 S 06</b>	<b>1 S 07</b>
Allemagne	890 192	769 406	895 800	761 240	796 767	705 654	772 658	644 072
Chine	361 854	401 410	442 569	488 493	582 181	541 902	666 184	618 467
Italie	368 348	347 753	315 778	306 631	287 034	312 206	281 311	278 645
Etats-Unis	236 749	288 303	284 198	220 366	267 759	269 527	243 873	202 868
Belgique	176 594	189 724	170 261	175 524	155 643	163 412	159 156	182 834
Turquie	103 524	107 578	111 777	134 442	125 067	150 391	148 065	175 211
Royaume-Uni	204 708	190 092	200 002	137 131	152 280	140 584	125 659	180 827
Japon	155 083	135 649	143 568	143 306	156 361	157 445	162 522	157 212
Pays-Bas	295 061	260 648	252 708	250 764	247 697	241 875	254 550	189 523
Espagne	141 570	172 165	147 220	125 285	157 545	141 674	117 499	138 849

Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

# LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (2)

## Le Commerce Extérieur en Seine-Saint-Denis Au 1<sup>er</sup> semestre 2007

### Approche Globale

Les exportations de la Seine-Saint-Denis représentent au 1<sup>er</sup> semestre 2007 10,1% des exportations de la région Ile-de-France, soit une hausse de 0,3% par rapport à la même période l'année précédente.

Les importations de la Seine-Saint-Denis pour le premier semestre 2007 représentent 7,5% de l'Ile-de-France, soit une très légère hausse de 0,1%

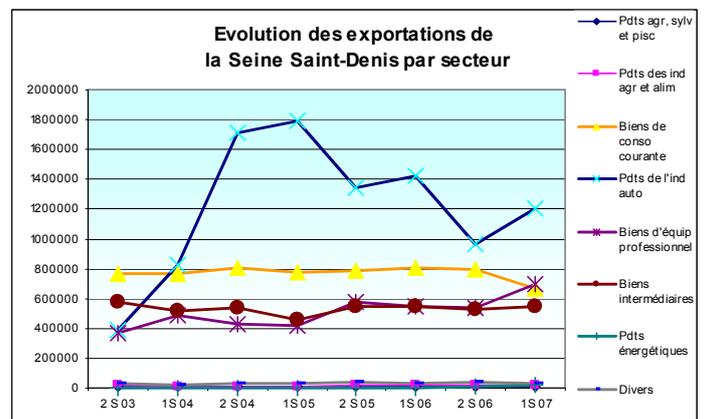
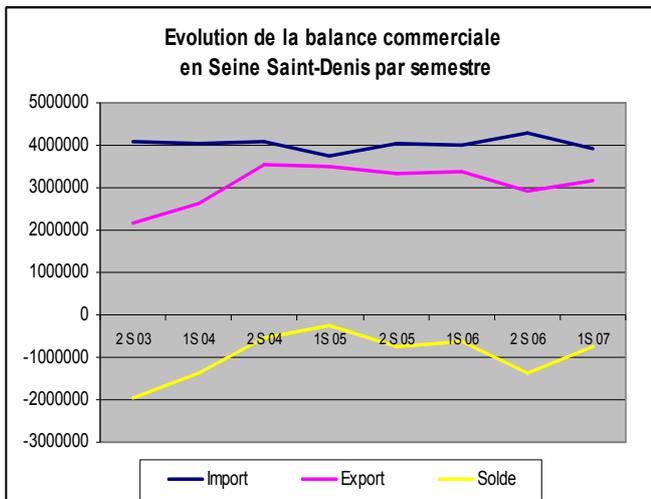
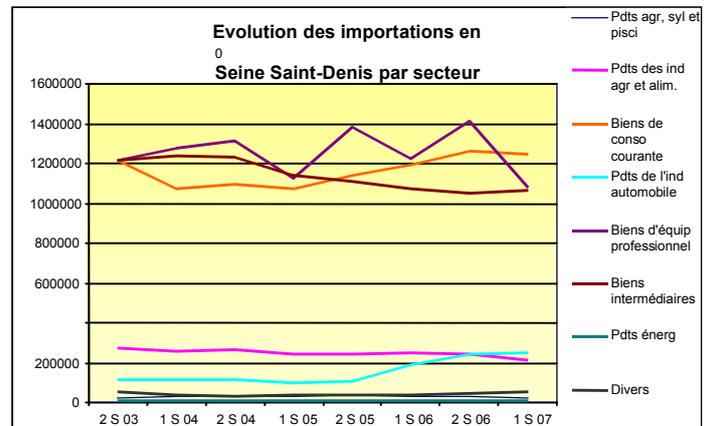
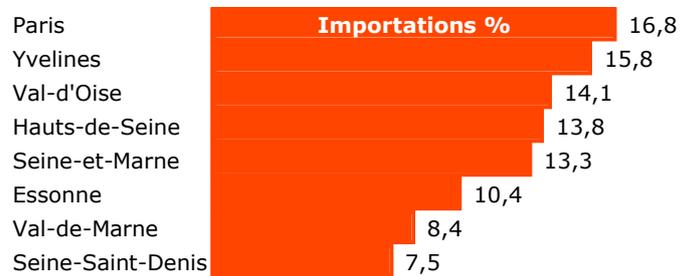
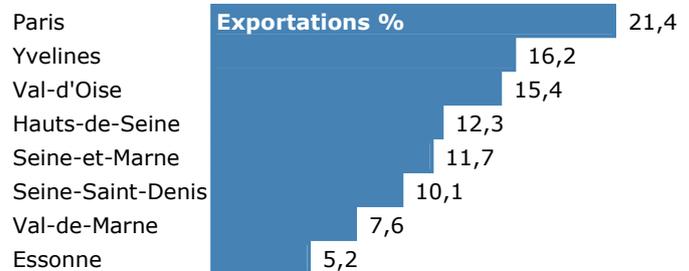
### Approche sectorielle

A l'importation, sur les 3 secteurs les plus importants, les biens de consommation et les biens intermédiaires stagnent et les produits d'équipement professionnel accusent une baisse de 23% par rapport au semestre précédent.

Le premier semestre 2007 fait apparaître un redémarrage des exportations dans les secteurs des biens d'équipements professionnels (+31%) et des produits de l'industrie automobile (+24%) par rapport au deuxième semestre 2006.

A l'inverse, les biens de consommation courante accusent une baisse de 16%.

### Ile-de-France 4 derniers trimestres cumulés



Source : Direction Régionale des Douanes de Paris-Est

# LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (3)

## La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (cf. note méthodologique)

### Chiffre d'affaires

Les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer.

Ce sont les secteurs du commerce de gros et intermédiaires de commerce (28,38%), des transports (15,32%) et des services aux entreprises (13,79%) qui ont généré le plus de chiffre d'affaires sur les huit premiers mois de l'année 2007.

Année	Chiffre d'affaires	Evolution
2002	97 055 084 190 €	/
2003	97 919 727 880 €	0,9%
2004	101 417 233 061 €	3,57%
2005	110 378 958 564 €	8,84%
2006	119 736 519 278 €	8,48%
Au 31 août 2007	93 835 566 620 €	23,41%*
Au 31 août 2006	(76 032 581 706 €)	

Source : Direction des services fiscaux 93

\* la variation pour la DGE uniquement est de 55,95% entre le 31 août 2006 et 2007.

### TVA brute totale

Il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France.

Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6% (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche et des prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

En montant de TVA brute, trois secteurs d'activités arrivent en tête sur les huit premiers mois de l'année 2007 : le commerce de gros et intermédiaires de commerce (35,56 %), les services aux entreprises (14,95%) et les biens intermédiaires (7,89%).

Année	TVA brute	Evolution
2002	13 817 432 235 €	/
2003	14 115 310 027 €	2,2%
2004	14 665 505 785 €	3,9%
2005	15 580 217 294 €	6,24%
2006	16 811 227 116 €	7,90%
Au 31 août 2007	12 869 467 744 €	18,53%*
Au 31 août 2006	(10 857 064 829 €)	

Source : Direction des services fiscaux 93

\* la variation pour la DGE uniquement est de 36,14% entre le 31 août 2006 et 2007

### TVA déductible sur immobilisations

Par principe, la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable est déductible de la taxe applicable à cette opération. L'exercice de ce droit à déduction s'opère, notamment, sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est à dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

Année	TVA déductible sur immobilisations	Evolution
2002	892 095 539 €	/
2003	1 078 208 507 €	20,9%
2004	978 726 042 €	-8,8%
2005	873 959 635 €	-0,11%
2006	999 647 888 €	14,38%
Au 31 août 2007	685 756 457 €	-0,22%*
Au 31 août 2006	(687 297 330 €)	

Source : Direction des services fiscaux 93

\* La variation pour la DGE uniquement est de 7,22% entre le 31 août 2006 et 2007.

# LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (4)

## La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (suite)

### TVA nette due

Il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises.

Les sommes effectivement encaissées sont d'un montant inférieur à celui déclaré dans la mesure où certaines entreprises ne versent pas au Trésor public la TVA due du fait de la conjoncture ou du comportement des dirigeants. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement du service des impôts.

De plus, il convient de noter que le montant dû ou payé de TVA est fortement impacté par les investissements et les exportations réalisés par les entreprises les plus importantes.

Environ 60% des recettes de TVA proviennent, traditionnellement, de trois secteurs d'activité : le commerce de gros (35,33%), les services aux entreprises (16,28%) et les activités financières (10,26%).

Année	TVA nette à payer	Evolution
2002	4 155 174 406€	/
2003	4 264 400 927€	2,6%
2004	4 457 669 857 €	4,53%
2005	4 835 926 807 €	8,48%
2006	5 118 039 556 €	5,83%
Au 31 août 2007	3 754 787 035 €	12,04%*
Au 31 août 2006	(3 351 140 215 €)	

Source : Direction des services fiscaux 93

\* La variation pour la DGE uniquement est de 19,62% entre le 31 août 2006 et 2007.

## SYNTHESE

Données globales : Seine-Saint-Denis (en milliards d'euros)

Période	Chiffre d'affaires	TVA Brute totale (application des taux de TVA)	TVA déductible sur immobilisations	TVA nette à payer *
Année 2003	97,92	14,11	1,08	4,26
Année 2004	101,42	14,67	0,98	4,46
Année 2005	110,38	15,58	0,87	4,83
Année 2006	119,74	16,81	0,99	5,12
Au 31 août 2007 (au 31 août 2006)	93,83 (76,03)	12,87 (10,86)	0,68 (0,68)	3,75 (3,35)

\*Les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent leur TVA à la « Direction des grandes entreprises », direction à compétence nationale.

Pour les autres entreprises, c'est la Direction des services fiscaux territorialement compétente qui encaisse la TVA.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

Année 2003	Année 2004	Année 2005	Année 2006	Au 31 août 2007
2 940 191 504 €	2 895 016 533 €	3 024 877 073 €	2 980 977 614 €	2 036 514 147€

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Activité des entreprises (5)

### La taxe sur la valeur ajoutée (TVA) en Seine-Saint-Denis (suite)

Données globales : Région Ile de France (en milliards d'euros)

<i>Période</i>	<i>Chiffre d'affaires</i>	<i>TVA Brute totale (application des taux de TVA)</i>	<i>TVA déductible sur immobilisations</i>	<i>TVA nette due</i>
Année 2005	1777,87	244,45	16,70	70,38
Année 2006	1902,38	263,09	19,15	75,72
Au 31 août 2007	1491,99	204,50	15,66	58,85

### Evolution des recettes d'impôts sur les sociétés (IS) dans le département de la Seine-Saint-Denis

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
Au 30 juin 2006	663 114 245 €	/
Au 30 juin 2007	774 302 475€	16,77%

Les entreprises ou groupes dont le chiffre d'affaires annuel est supérieur à 400 millions d'euros versent l'IS à la « Direction des grandes entreprises », direction à compétence nationale.

Pour les autres entreprises, c'est la Direction des services fiscaux territorialement compétente qui encaisse l'IS.

A ce titre, les recettes effectivement perçues par la DSF de Seine-Saint-Denis s'élèvent à :

<i>Année 2004</i>	<i>Année 2005</i>	<i>Année 2006</i>	<i>Au 30 juin 2007</i>
112 946 233€	692 670 471€	732 278 219 €	538 796 754 €

### Evolution des recettes d'impôt sur les sociétés dans la région Ile-de-France

<i>Période</i>	<i>Recettes</i>	<i>Evolution</i>
Au 30 juin 2006	11 366 801 837 €	/
Au 30 juin 2007	13 571 198 476 €	19,39%

L'IS n'a été recouvré par la Direction générale des Impôts qu'à partir du 1er novembre 2004.

Source : Direction des services fiscaux 93

# LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (1)

## Construction des locaux d'activités

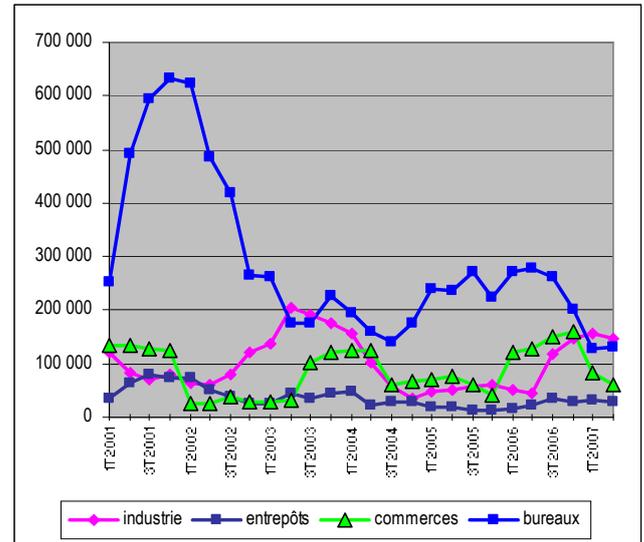
En Seine-Saint-Denis, au premier semestre 2007, le niveau d'engagement des projets de locaux destinés aux entreprises (bureaux, locaux industriels, entrepôts et locaux commerciaux) est en net retrait, avec un peu moins de 118 000 m<sup>2</sup> autorisés à la construction, soit moins de la moitié des surfaces engagées au cours de chacun des deux semestres précédents. Les indicateurs du 3<sup>ème</sup> trimestre 2007 donnent cependant des signes de redressement de l'activité avec un volume de surfaces de locaux autorisées déjà équivalent à celui du premier semestre.

Le bilan du premier semestre 2007 présente des évolutions contrastées selon la nature des locaux. Ce sont les locaux industriels et les locaux commerciaux qui enregistrent le recul des autorisations de construire le plus important, les surfaces des projets de bureaux restant stables par rapport à la situation du second semestre 2006. Avec près de 67 000 m<sup>2</sup> engagés, la part des bureaux dans la production départementale de locaux du semestre s'élève à 57 % (contre 37 % en 2006). Si le niveau des autorisations de construire des locaux commerciaux et des entrepôts ne se redresse pas au 3<sup>ème</sup> trimestre 2007, en revanche, celui des locaux industriels, avec près de 76 000 m<sup>2</sup> autorisés, permet d'espérer au terme de l'année 2007 un niveau d'offre proche de celui de l'année 2006 durant laquelle près de 150 000 m<sup>2</sup> de locaux industriels avaient été autorisés.

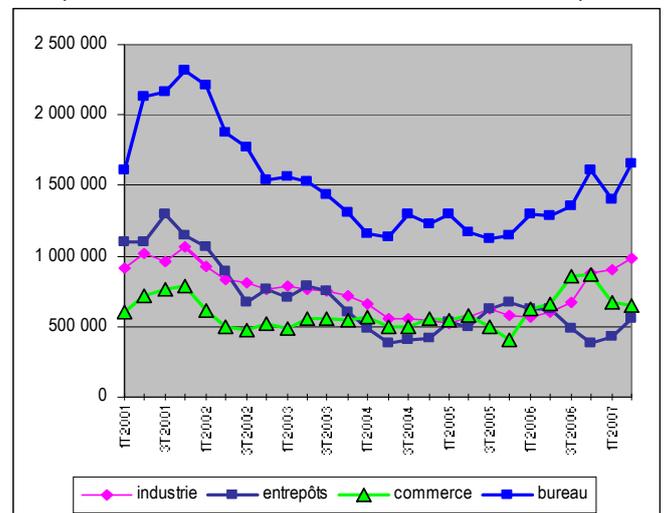
L'échelon régional, avec environ 1 650 000 m<sup>2</sup> de locaux d'entreprises autorisés au premier semestre 2007, enregistre également un recul d'activité, mais de moindre amplitude (-24 % par rapport au second semestre 2006). Dans ce contexte, la part de la Seine-Saint-Denis dans la production francilienne de locaux d'entreprises s'est globalement réduite de 12 % à 7 %.

Les projets de bureaux (un peu plus de 730 000 m<sup>2</sup> autorisés sur l'ensemble de l'Ile-de-France au premier semestre 2007) représentent 45 % de l'offre nouvelle de locaux, comme au second semestre 2006 et les projets de locaux industriels et d'entrepôts un peu plus de 40 % (près de 680 000 m<sup>2</sup> autorisés).

**Construction de locaux d'activités en Seine-Saint-Denis**  
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



**Construction de locaux d'activités en Ile-de-France**  
(surfaces autorisées en données cumulées sur 12 mois)



Source : SITADEL / Direction Régionale de l'Équipement d'Ile-de-France

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (2)

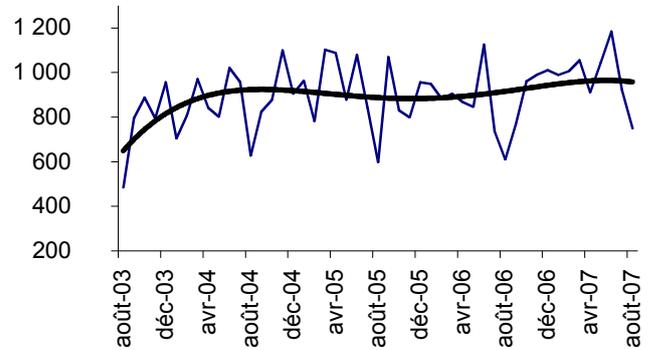
### Immatriculations de véhicules utilitaires neufs

Le cumul des immatriculations de janvier à août 2007 en Seine-Saint-Denis (7 859) est supérieur aux chiffres des trois années précédentes (6 919 en 2006, 7 331 en 2005 et 6 732 en 2004). + 13,6 % par rapport à 2006.

On constate également en Ile-de-France, avec 55 853 immatriculations de janvier à août 2007, des chiffres supérieurs aux années passées (52 687 en 2006, 53 555 en 2005 et 53 411 en 2004). + 6 % par rapport à 2006.

Au niveau national, on note aussi des chiffres nettement en hausse avec 345 158 immatriculations pour 2007, contre 329 876 en 2006, 319 927 en 2005 et 305 985 en 2004. + 4,6 % par rapport à 2006.

### VEHICULES UTILITAIRES en Seine-Saint-Denis



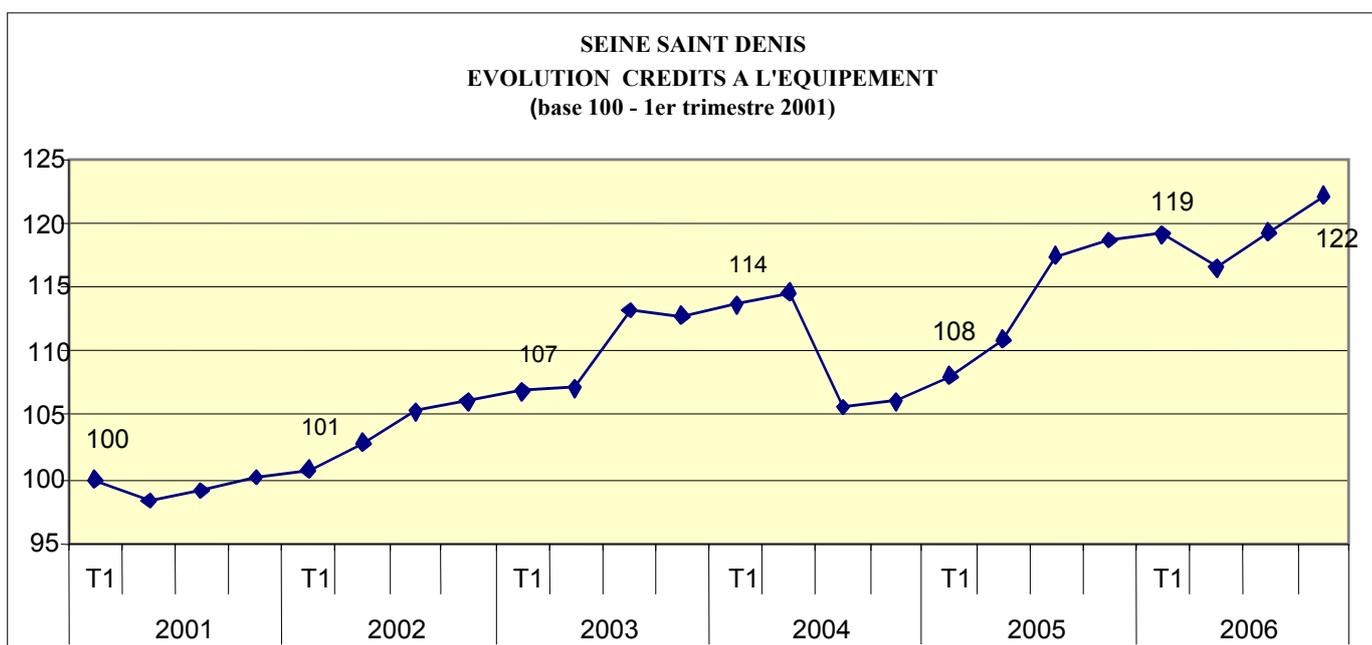
Source : Préfecture 93 / DREIF

## LA VIE DE L'ENTREPRISE : Niveau de l'investissement (3)

### Crédits à l'équipement des entreprises

Depuis le troisième trimestre 2004, la croissance n'a globalement pas été démentie de manière durable. L'année 2005 enregistre, elle aussi, un taux de croissance soutenu des crédits à l'équipement (10.2 %).

Après le léger tassement constaté au second trimestre 2006 (-2.6% en glissement trimestriel), la croissance est de retour en 2006 avec un taux plus modéré de 2.5% en glissement annuel.



Source : Banque de France



# LES SERVICES

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

## LES SERVICES : L'hôtellerie

La reprise d'activité engagée depuis 2005 se poursuit voire s'amplifie au premier semestre 2007, comme sur l'ensemble de la Région Ile-de-France. Au-delà des retombées du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace sur l'hôtellerie de Seine-Saint-Denis, toutes les catégories d'hôtels enregistrent des taux d'occupation et des prix moyens nettement en hausse ce qui entraîne une augmentation du revenu moyen par chambre.

### Taux d'occupation :

Au premier semestre 2007, les **taux d'occupation** continuent de nettement progresser, se rapprochant de ceux de l'excellente année 2000 qui constitue une année de référence.

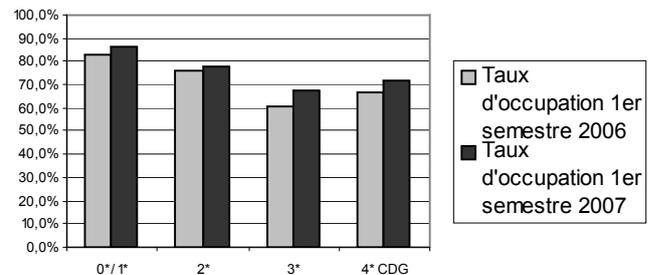
Indépendamment de l'effet multiplicateur conséquent dû au Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace, il semble que, comme au niveau régional, une tendance réelle se dessine.

Par rapport au premier semestre 2006, les hausses sont particulièrement importantes pour l'hôtellerie de moyenne gamme (de 68,68 % à 76,73 %, soit +8 points) et pour celle haut de gamme de l'aéroport CDG (de 66,6 % à 72,1%, soit +5,5 points).

Tout en étant réelles, les augmentations sont légèrement moins marquées pour les catégories très économique (+3,1 points) et économique (+1,2 point).

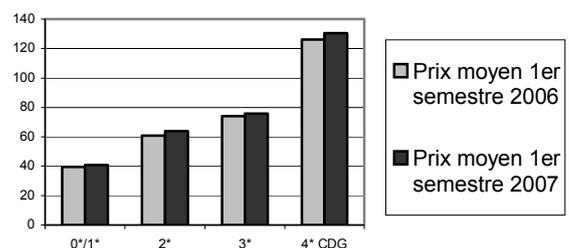
### Les prix moyens sont en augmentation dans toutes les catégories d'hôtels :

Comme les semestres précédents, la hausse est particulièrement sensible dans l'hôtellerie économique (de 61 à 64 € en moyenne dans les 2\*).



	1er semestre 2006	1er semestre 2007
0*/1*	82,9	86,0
2*	76,4	77,6
3*	60,6	67,7
4* CDG	66,6	72,1

Attention le taux d'occupation des 3\* subit la conséquence de la fermeture pour travaux de 300 chambres au Novotel porte de Bagnolet (réouverture de la totalité des 309 chambres en juin 2007). Si l'on déduit ces 300 chambres de l'échantillon, le taux d'occupation est de **68,6** % au 1er semestre 2006 et de **76,7** % au 1er semestre 2007.



	1er semestre 2006	1er semestre 2007
0*/1*	39,4	40,8
2*	61	64
3*	74,2	75,9
4* CDG	126,1	130,5

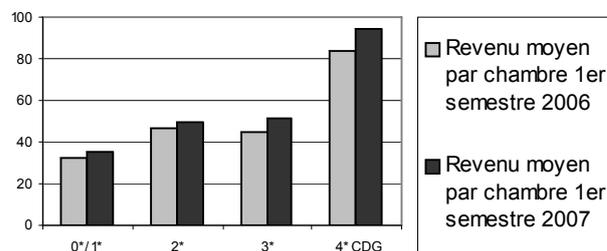
Source : comité départemental du tourisme 93

## LES SERVICES : L'hôtellerie (suite)

### Revenu moyen par chambre

**Comme le taux d'occupation et le prix moyen, le revenu moyen enregistré par chambre au 1er semestre 2007 est naturellement orienté à la hausse par rapport à celui mesuré au premier semestre 2006.**

L'augmentation est particulièrement forte pour les 3\* (+14,5%) et l'hôtellerie haut de gamme de l'aéroport CDG (+12%) qui sont les catégories dont les taux d'occupation ont le plus augmenté



	1er semestre 2006	1er semestre 2007
0*/1*	32,7	35,1
2*	46,7	49,7
3*	44,9	51,4
4* CDG	83,9	94

*Attention le revenu des 3\* subit la conséquence de la fermeture pour travaux de 300 chambres au Novotel porte de Bagnolet.*

Source : comité départemental du tourisme 93

# **LES SERVICES : EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS EN SEINE-SAINT-DENIS**

Avril 2007 – Septembre 2007

Les sociétés de transport routier de Seine Saint Denis, si elles constatent comme prévu une stabilité de la demande d'un semestre à l'autre, soulignent toutefois la progression du trafic en rythme annuel, ainsi que des disparités croissantes entre les différentes branches du secteur.

Contrairement à l'activité « messagerie », qui souffre des délocalisations industrielles qui les privent de nombreux clients, l'activité « transport » reste le principal moteur de la profession, principalement concernant la filière « longues distances », et encore plus particulièrement sur le marché des pays de l'est.

Au cours du semestre, les premiers mois ont été difficiles à gérer par la profession avec l'attentisme ambiant de l'ensemble des acteurs économiques, a priori lié à l'élection présidentielle même si, d'une manière générale, on peut penser que les dirigeants d'entreprises surestiment toujours les conséquences de cet évènement sur leur carnet de commandes. En effet, à quelques rares exceptions près, les commandes sont au final souvent reportées dans le temps, plutôt sur du court terme, et rarement purement et simplement annulées. Et les jours fériés du mois de mai sont venus amplifier la morosité ambiante du marché au 2<sup>o</sup> trimestre 2007.

La principale difficulté rencontrée par le secteur, en dehors de la pénurie de chauffeurs qui revient régulièrement dans les inquiétudes citées, réside dans l'allongement des délais de livraison nécessaires lors d'achats de camions neufs. Les principaux fournisseurs, à savoir Renault et Volvo, réclament parfois jusqu'à 1 an de délai de livraison.

En terme de prévisions, les principaux acteurs du marché secteur anticipent une croissance du marché au moins jusqu'à la fin de l'année, avec également des hausses tarifaires à venir afin de compenser l'accroissement des coûts (charges salariales, carburant etc ...) pour maintenir les marges.

Source : Banque de France



# INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

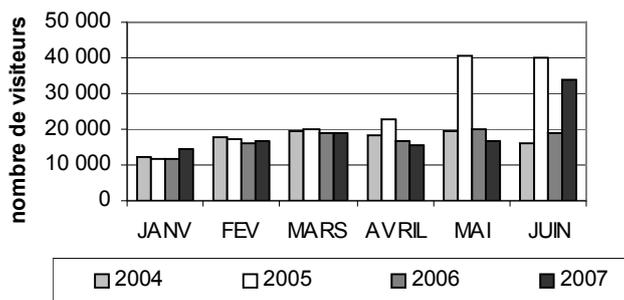
## Indicateurs d'attractivité (1)

La fréquentation des principaux sites touristiques d'agrément du département est en hausse au 1<sup>er</sup> semestre 2007 comparé au 1<sup>er</sup> semestre 2006. Cette amélioration, très sensible pour le Stade de France et dans une moindre mesure pour la Basilique de Saint-Denis est moins réelle pour le Musée de l'Air et de l'Espace qui, indépendamment des retombées dues au Salon international de l'aéronautique et de l'espace, enregistre plutôt une stabilité dans ses chiffres de fréquentation.

### Musée de l'Air et de l'Espace

Le Musée de l'Air et de l'Espace a enregistré une fréquentation supérieure à celle enregistrée sur la même période en 2006 (116 035 entrées contre 102 064 au premier semestre 2006) qui s'explique en grande partie par la tenue cette année du Salon International de l'Aéronautique et de l'Espace. Si l'on fait abstraction du Salon, il semble que les chiffres de fréquentation du Musée de l'Air et de l'Espace témoignent plus d'une stabilité que d'une hausse réelle.

### Musée de l'Air et de l'Espace – Fréquentation annuelle



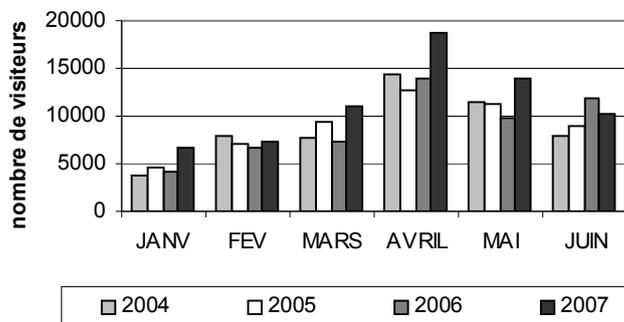
Source : Musée de l'Air et de l'Espace

### Stade de France

La fréquentation du Stade de France enregistrée au premier semestre 2007 (67 899 visiteurs), en hausse de 22% par rapport à la même période de 2006, témoigne de l'efficacité des efforts commerciaux entrepris et de celle du renouvellement du produit des visites.

12 événements ont eu lieu au SDF au cours du premier semestre 2007 (10 événements sportifs et 2 concerts – spectacles), rassemblant au total 851 557 spectateurs (y compris les matches de championnats sans enjeux internationaux attirent un vaste public).

### Stade de France - Fréquentation annuelle (visites)

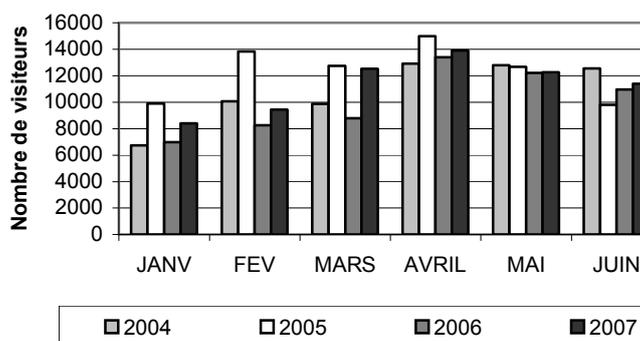


Source : Stade de France

### Basilique Cathédrale de Saint-Denis

Avec 67 953 visiteurs, la fréquentation de la Basilique de Saint-Denis enregistre une nette augmentation au premier semestre 2007 par rapport à la même période 2006 (+12 %). Sans égaler le niveau atteint en 2005 avec l'exposition *Basilique secrète* (73 919 visiteurs au 1<sup>er</sup> semestre), la fréquentation du 1<sup>er</sup> semestre 2007 retrouve un niveau supérieur à celui du 1<sup>er</sup> semestre 2004 (64 954 visiteurs) et se rapproche du record de l'année 2000 (70 533 visiteurs).

### Basilique de Saint-Denis – Fréquentation annuelle (visites)



Source : Basilique Cathédrale de Saint-Denis

## Indicateurs d'attractivité (2)

### Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions Paris Nord – Villepinte (PNV) :

#### Premières tendances 2007

- Paris-Nord Villepinte a franchi le seuil des 200 000 m<sup>2</sup> grâce à l'inauguration en janvier du **nouveau hall 7** de 15 000 m<sup>2</sup>, situé à l'entrée du parc.
- Les années impaires, en raison de salons biennaux, sont généralement moins favorables à PNV. Les résultats du **1<sup>er</sup> semestre 2007** sont peu élevés mais devraient être compensés par ceux du 2<sup>nd</sup> : **15 salons** (44 % des 34 sur toute l'année 2005), **6 713 exposants** (26 % des 26 000 sur toute l'année 2005) et **334 991 visiteurs** (37 % des 906 000 sur toute l'année 2005).

	2006	2004
<b>Nombre de salons</b>	<b>61</b>	<b>44</b>
<i>dont professionnels</i>	60	44
<b>Nombre d'exposants</b>	<b>30 048</b>	<b>29 238</b>
<i>dont exposants étrangers</i>	9 532 soit 31,7 %	13 757 soit 47,1 %
<b>Nombre de visiteurs</b>	<b>1 415 495</b>	<b>1 371 993</b>
<i>dont visiteurs étrangers</i>	383 141 soit 27,1 %	425 318 soit 31,0 %

#### Le second trimestre 2007

- Le parc va bénéficier au 2<sup>ème</sup> semestre (plus riche en salons que le 1<sup>er</sup>) de la tenue des salons biennaux **EQUIP AUTO**, **NATEXPO** (qui se tenait auparavant à la Porte de Versailles) et **TOLEXPO**.
- PNV accueillera également le **salon tournant** en Europe **TABEXPO** fin-novembre.
- Après la tenue d'un premier **salon grand public** – **Japan Expo** – en juillet 2006 (et 2007), PNV accueillera en novembre deux autres nouvelles manifestations non professionnelles **Chibi – Japan Expo** et **Kultima**.

#### 2008

- Le salon **Orhopa**, qui a connu ces derniers jours sa troisième édition à PNV, s'installera en 2008 au Parc Floral.
- PNV a obtenu la tenue en 2008 des salons tournants en Europe **Health Ingredients** et **Natural Ingredients**.

### Chiffres clés « salons » sur le Parc des expositions de Paris Le Bourget :

#### Premières tendances 2007

- Les années impaires sont généralement propices au Bourget, notamment grâce au **Salon de l'Aéronautique**. Les résultats du 1<sup>er</sup> semestre 2007 sont les suivants : **16 salons** (89 % des 18 sur toute l'année 2005), **4 255 exposants** (71 % des 6 000 sur toute l'année 2005) et **822 373 visiteurs** (97 % des 850 000 sur toute l'année 2005).
- Le développement du Bourget se poursuit en 2007 avec l'organisation de **Texworld**, du **Mondial du modélisme** et du **China Textile & Apparel Trade Fair** qui se tenaient auparavant respectivement au CNIT, à la Porte de Versailles et en Allemagne. Du reste, il est prévu le lancement de **Casting Expo**, même si le **Paris Moto Show** n'a pas connu de 2<sup>ème</sup> édition.

	2006	2004
<b>Nombre de salons</b>	<b>23</b>	<b>22</b>
<i>dont professionnels</i>	14	15
<b>Nombre d'exposants</b>	<b>4 236</b>	<b>4 000</b>
<i>dont exposants étrangers</i>	697 soit 16,5 %	350 soit 8,8 %
<b>Nombre de visiteurs</b>	<b>539 056</b>	<b>870 500</b>
<i>dont visiteurs étrangers</i>	58 103 soit 10,8 %	48 000 soit 5,5 %

- Le **47<sup>ème</sup> Salon de l'Aéronautique et de l'Espace** a connu une très forte participation : 153 920 visites professionnelles (soit 12 % de plus qu'en 2005) et environ 160 000 visiteurs grand public durant les trois jours qui leur étaient consacrés.

#### Les mois à venir

- La tenue en novembre du salon biennal **FUNERAIRE** notamment va permettre de dépasser les chiffres 2005.
- **MILIPOL** et la **Foire d'Automne** sont transférés cette année à la Porte de Versailles.
- Le salon **Planète Meuble** lancé en janvier 2006 sera rejoint en janvier prochain par le **Salon du Meuble** qui se tenait jusqu'alors à la Porte de Versailles.

## Indicateurs d'attractivité (3)

# TRANSFERTS DE SIEGES SOCIAUX

### Attractivité de la Seine-Saint-Denis pour les entreprises (mesurée par le solde net des installations de sièges sociaux)

Alors que 2003 et 2004 avaient enregistré un solde net positif des installations de sièges sociaux dans le département ; en 2005 le solde devenait négatif traduisant une différence d'attractivité entre le nord du département et le sud du département.

L'année 2006 confirmait cette tendance en l'accentuant ; traduirait la même différence d'attractivité entre le Nord et le Sud. Cette analyse vaut aussi pour la taille des entreprises ; le Nord accueillant plus de grandes entreprises alors que le Sud doit faire face à plus de départs parmi celles-ci.

A fin septembre 2007, on enregistre à nouveau un solde net positif traduisant les mêmes disparités entre le Nord et le Sud.

On notera pour cette période l'installation de sociétés d'importance : Samsung Electronic (Négoce électroménager brun), LBD Ménage (Industrie de la Brosserie), Puériculture (Négoce de Jouets), G4S Cash Service (Sécurité et Gardiennage) et les restaurants du groupe Financière Frères Blanc (Chez Clément, Charlot, Au Pied de Cochon...).

Source : Banque de France de Seine-Saint-Denis

## Indicateurs sur le marché de l'immobilier d'entreprise (CCIP 93/DDE93/COMEX93)

### Indicateurs de suivi des transactions par nature de locaux d'entreprise (données GRECAM) et analyse prospective

	1er semestre 2007	2nd semestre 2006	année 2006	Année 2005
<b>Bureaux</b>	<b>129 000</b>	<b>119 000</b>	<b>255 000</b>	<b>251 000</b>
% régional	11%	9%	9%	11%
<b>Locaux d'activités (1)</b>	<b>174 000</b>	<b>109 000</b>	<b>259 000</b>	<b>250 000</b>
% régional	24%	15%	18%	17%
dont locaux mixtes	44 000	27 000	52 000	45 500
dont ateliers	42 000	32 000	70 000	58 500
dont entrepôts	88 000	50 000	137 000	146 000

(1) total locaux d'activités = locaux mixtes + ateliers + entrepôts

Source : Tableau de Bord de l'Immobilier de la Seine-Saint-Denis, GRECAM – DDE/CCIP 93/COMEX 93

### Principales transactions du premier semestre 2007

#### Bureaux :

- **ALSTOM FRANCE** (pré-location de 15 850 m<sup>2</sup>) et **BLEDNA** (6 024 m<sup>2</sup> loués dans l'Eurocrystal) à Saint-Ouen;
- **IBM** (10 815 m<sup>2</sup>) loués dans le bâtiment Jupiter « du Copernic » à Noisy-le-Grand ;
- **La CPAM** : 8 000 m<sup>2</sup> loués dans la Tour « La Villette » à Aubervilliers ;
- **VALEO** : 7 000 m<sup>2</sup> loués dans la 1<sup>o</sup> tranche « d'Arc-en-Ciel » à Saint-Denis ;
- **CAP GEMINI** : extension sur 5 500 m<sup>2</sup> dans « Plaine Espace » à Saint-Denis.

#### Locaux d'activités :

##### **Ateliers (ou "locaux PME-PMI") :**

- **LANDIMAT** (affichage) : 2 630 m<sup>2</sup> loués, 35 rue Pleyel à Saint-Denis ;
- **ZAPA** (vêtements) : 1 979 m<sup>2</sup> loués 8/10 rue Hélène Boucher au Bourget.

##### **Entrepôts :**

- **DIGITAL REALTY TRUST** (spécialiste des Data Centers) : acquisition de 23 000 m<sup>2</sup> de locaux alliant surfaces d'entreposage et DataCenter au 114 quai Ambroise Croizat à Saint-Denis ;
- **RESEAU NATIONAL DE PROMOTION** (PLV) : 6 509 m<sup>2</sup> loués dans la ZAC du Bois Moussay à Stains.

Source : Tableau de Bord de l'Immobilier de la Seine-Saint-Denis, GRECAM – DDE/CCIP 93/COMEX 93

#### Bureaux :

Dans un marché francilien toujours dynamique (même si le niveau des commercialisations n'atteindra pas en 2007 celui de 2006), la Seine-Saint-Denis conforte sa position, avec 129 000 m<sup>2</sup> placés au premier semestre, soit 11% de la demande francilienne. Les commercialisations continuent d'être portées par le neuf (74 000 m<sup>2</sup> soit 18% des surfaces neuves placées en Ile-de-France). Face à un stock de première main immédiatement disponible devenu rare (il ne représente plus que 39 000 m<sup>2</sup>), l'offre en chantier a été relancée (plus de 300 000 m<sup>2</sup> disponibles mi-2007 contre moins de 200 000 m<sup>2</sup> fin 2006) et viendra réalimenter largement l'offre de bureaux de qualité en 2008 et 2009.

De plus, en 2008 comme en 2007, toujours en raison de la pénurie d'offres qualitatives et neuves de bureaux à l'Ouest de la région parisienne le report de la demande de bureaux vers le nord et l'est devrait se poursuivre et bénéficier à la Seine-Saint-Denis. Ainsi, les opérations de Bobigny « l'Européen 2 », de Saint-Ouen La ZAC Victor Hugo, à

la Plaine Saint-Denis « Les Portes de France » & « Le Balthazar », ou « Le Quadrarium » à Romainville peuvent trouver preneur sur cette période. De fait, la Seine-Saint-Denis peut

continuer d'attirer de nouvelles entreprises grâce à ces ambitieuses opérations de bureaux neufs ou restructurés, livrables au cours du premier semestre 2008. Autre avantage, l'avancement de projets comme EUROPACORP de J.L. Besson et ESTREL devraient crédibiliser la dynamique de l'offre immobilière du territoire voire générer un nouvel effet « locomotive ».

### **Locaux d'activités :**

La Seine-Saint-Denis retrouve un rôle moteur dans la dynamique de renouvellement de l'offre neuve de locaux PME-PMI. La présence de pôles tertiaires aujourd'hui bien structurés et la proximité de Paris sont en effet des atouts pour le développement du tissu de PME/PMI, alors que la vocation logistique du département tend à se réduire, malgré le contexte toujours dynamique de ce secteur.

En revanche, pour ce qui concerne les locaux d'activités, du fait d'un rythme de la construction bien inférieur à celui des immeubles de bureaux et de la demande des utilisateurs qui demeure très orientée vers l'acquisition, la masse de l'offre neuve « en blanc » n'est pas encore assez critique ou visible pour constituer un effet d'appel suffisant. Aussi, sur l'ensemble de l'année 2007, les résultats risquent-ils d'être inférieurs à 2006, principalement en raison de l'insuffisance de disponibilité de produits neufs.

Aussi, les nouvelles opérations développées tout récemment ou tout prochainement et optimisées en 2008 sont-elles susceptibles de répondre aux deux problématiques et de trouver preneur rapidement. C'est notamment le cas des Parcs SPIRIT et SEBAIL à Stains, CAPRIM à Noisy-le-Sec, et « Carré des Aviateurs » par SEGRO au Blanc-Mesnil.

*Source : Tableau de Bord de l'Immobilier de la Seine-Saint-Denis, GRECAM – DDE/CCIP 93/COMEX 93*



# L'EMPLOI

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

## L'EMPLOI : Le marché du travail (1)

### Les demandes d'emplois en fin de mois et demandes d'emplois enregistrées

Situation juillet 2007	Valeur	Evolution 2007/2006
a) Demande d'emploi fin de mois catégorie 1 :	<b>68 977</b>	<b>- 11,1 %</b>
- dont chômeurs longue durée	<b>21 440</b>	<b>- 20,5 %</b>
- dont jeunes < 25 ans	<b>8 208</b>	<b>- 10 %</b>
- dont cadres	<b>3 722</b>	<b>- 13,7 %</b>
- dont femmes	<b>32 854</b>	<b>- 9,8 %</b>
b) Demande d'emploi enregistrée catégorie 1 (cumul annuel au dernier mois connu) :	<b>83 760</b>	<b>- 2,4 %</b>
- dont jeunes - 25 ans	<b>17 473</b>	<b>- 5,6 %</b>
- dont femmes	<b>39 497</b>	<b>- 0,4 %</b>

### Les offres d'emplois enregistrées (OEE), satisfaites et annulées

Situation juillet 2007	Valeur	Evolution 2007/2006
<b>Offres d'emploi enregistrées</b> (cumul annuel au dernier mois connu) :	<b>32 952</b>	<b>2,6 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi durable</b>	<b>19 315</b>	<b>3,5 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi temporaire</b>	<b>11 545</b>	<b>17,5 %</b>
- dont nature du contrat <b>emploi occasionnel</b>	<b>2 092</b>	<b>- 42,5 %</b>
<b>Offres d'emploi satisfaites</b> (cumul annuel au dernier mois connu) - dont taux de satisfaction	<b>26 744</b>	<b>1,7 %</b>
<b>Offres annulées</b> (cumul annuel au dernier mois connu)		<b>81,2 %</b>

### Les autres caractéristiques

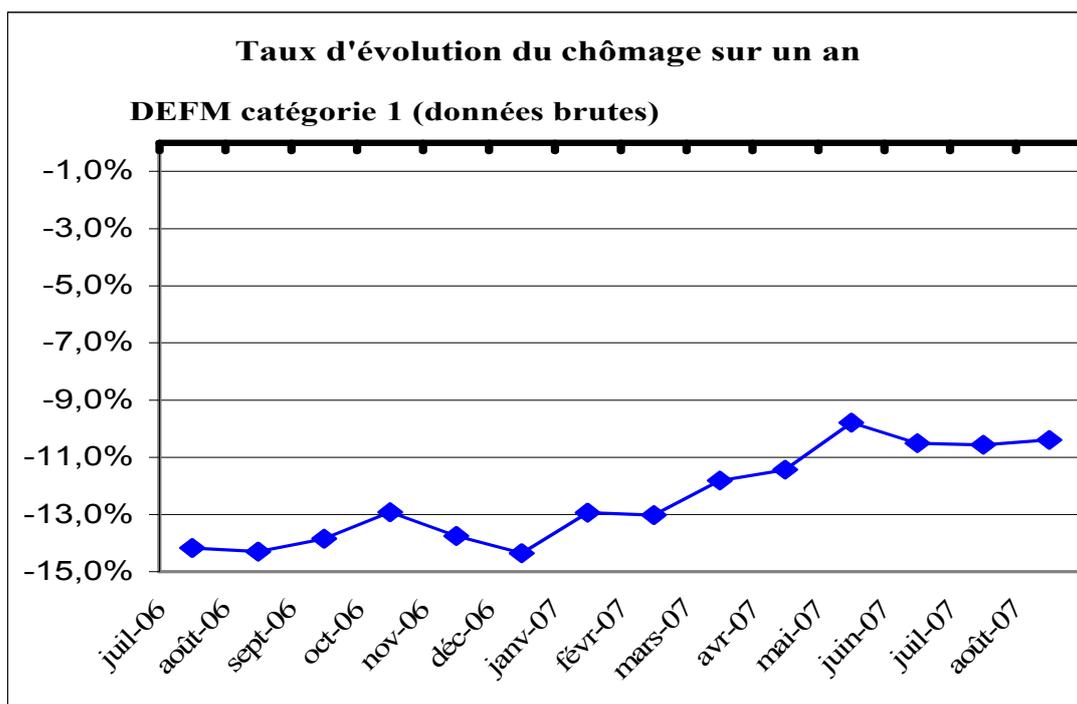
Situation juillet 2007	Valeur	Evolution 2007/2006
<b>Les principaux secteurs recruteurs (base NAF 15)</b>		
Service marchand	166 299	15 %
Service non marchand	13 178	- 12 %
Commerce	25 405	8,8 %
BTP	13 522	9,2 %
Transport	16 715	1,8 %
<b>Le recueil des offres par taille des entreprises</b>		
0 salariés	2 014	17,4 %
1 à 5 salariés	9 531	9,4 %
6 à 10 salariés	3 318	11,4 %
20 à 49 salariés	7 991	-8,9 %
50 à 99 salariés	2 033	-5,3 %
100 à 199 salariés	1 771	5,4 %
200 salariés et +	1 997	24 %
500 salariés et +	2 690	- 1,4 %
Non précisé	1 607	1,2 %

<b>Les principaux métiers recherchés par les entreprises offreuses</b>		
Professionnel des arts et du spectacle	985	
Personnel des services administratifs et commerciaux	5 239	
Personnel des services à la personne et collectivité	4 152	
Professionnel de la formation initiale et de la formation continue	814	
Personnel de la distribution et de la vente	4 543	
Agent de maîtrise, techniciens et cadres techniques hors industrie	669	
Personnel du transport et de la logistique	4 302	
Cadres commerciaux	725	
Personnel du BTP et de l'extraction	2 203	
Personnel de la mécanique, l'électricité et de l'électronique	1 759	
Professionnels de l'intervention sociale, du Dév. Local et de l'emploi	1 370	
Cadres Adm-Info-Communication	1 287	
Professionnels des soins paramédicaux	396	
Personnel type artisanal	509	
Personnel de l'industrie hôtelière	2 297	
Techniciens industriels	838	

### **Les taux d'évolution du chômage sur un an**

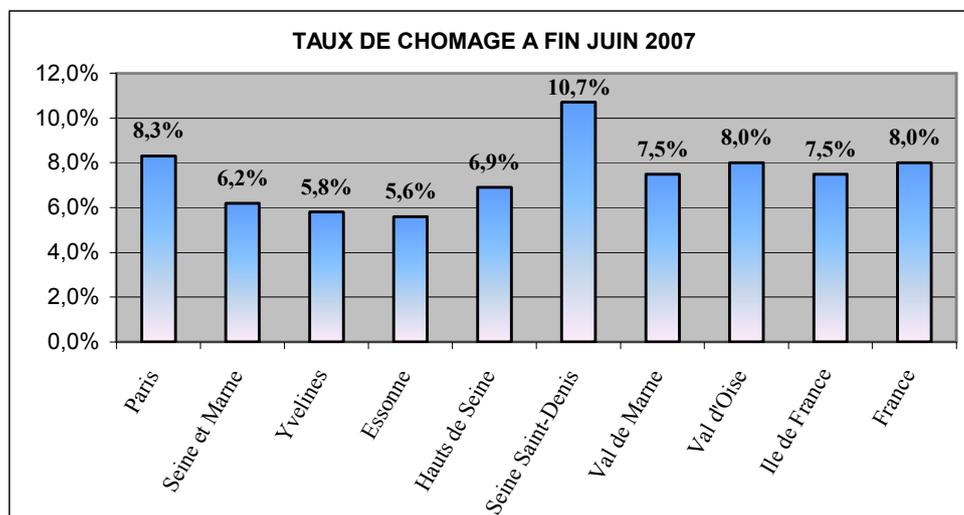
Après un ralentissement des évolutions à la baisse, le taux d'évolution du chômage sur un an des demandeurs d'emploi, tend à se stabiliser depuis 3 mois aux alentours de -10,5%.

Il est toutefois passé sur un an de -14,3% en août 2006 à -10,4% en août 2007.

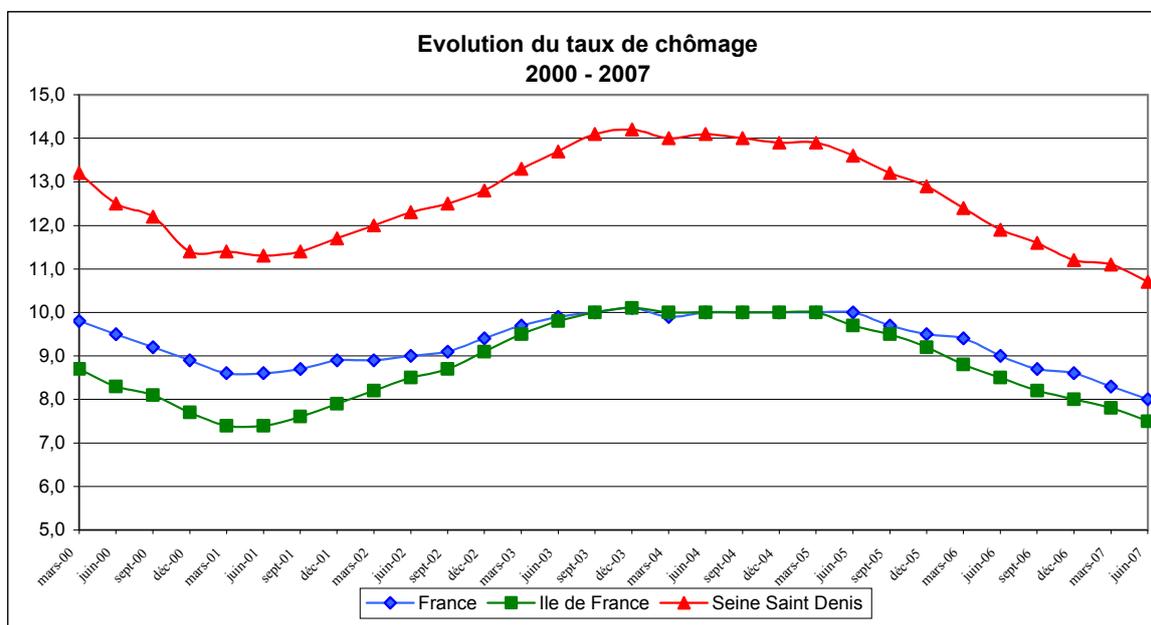


Source : Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle 93

A la fin juin 2007, le taux de chômage, au sens du BIT, s'élève en Seine-Saint-Denis à 10,7% (contre 7,5% en Ile de France et 8,0% en France métropolitaine). Ce taux est le plus élevé des départements de l'Ile de France mais est en baisse de 1,2 point par rapport au 2<sup>ème</sup> trimestre 2006.



La courbe de l'évolution du taux de chômage en Seine-Saint-Denis décroît depuis juin 2004 (14,1%) suivant celles de la Région Ile de France et de la France métropolitaine mais à un niveau plus élevé.



Source : Direction départementale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle 93

## L'EMPLOI : Le marché du travail (2)

### Le nombre d'allocataires du RMI

La diminution du nombre d'allocataires (payés) du Revenu Minimum d'Insertion (RMI) continue en Seine-Saint-Denis. En juin 2007 il s'élève à 50 237 contre 51 645 allocataires en décembre 2006. Ce qui correspond en un semestre à une baisse de 2,2%.

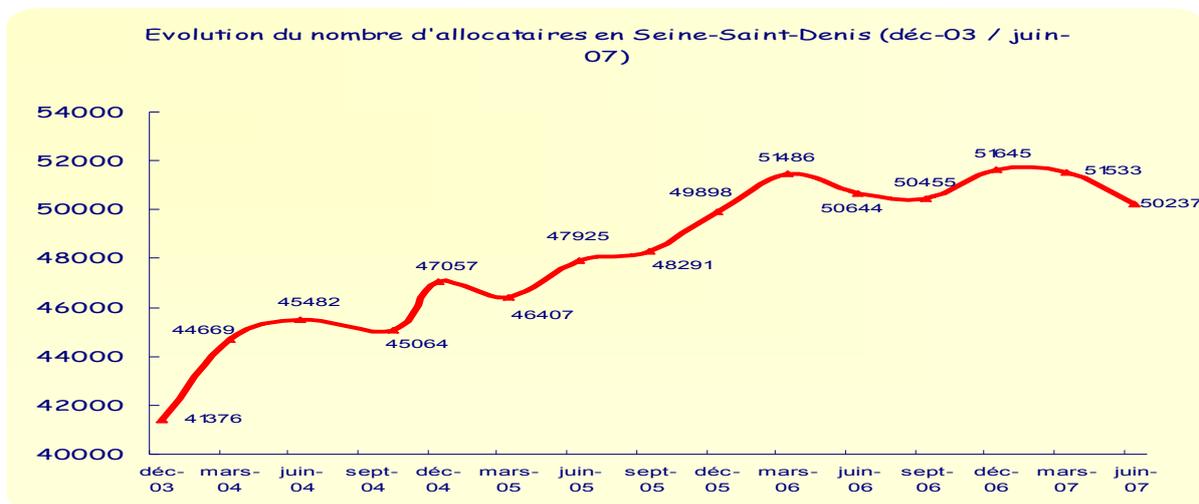
La même tendance est observée au niveau des communes à l'exception de quatre communes dont le nombre d'allocataires est plutôt en progression. Ce qui nous donne une amplitude qui s'échelonne de +3,6 à -9,1 %.

Au total, trois groupes de villes se distinguent :

- Dans le premier groupe, on trouve les villes dont le nombre d'allocataires est en augmentation. Il s'agit de : Les pavillons-sous-Bois (+3,6%), Vaujours (+1,1%), Montfermeil (+0,9%) et Livry Gargan (+0,4%)
- Le deuxième groupe est composé de 27 villes dont la baisse du nombre d'allocataires du RMI est modérée
- tandis que le troisième groupe de villes est caractérisé par une forte baisse. Les villes concernées sont les suivantes : Neuilly sur Marne (-9,1%), Ile-Saint-Denis (-8,4%), Coubron (-7,3%), Gournay-sur-Marne (-6,8%), Villepinte (-6,4%), Bobigny et Sevran (-6,3%), Le Raincy (-5,9%) et Tremblay-en-France (-5,8%)

Le nombre d'allocataires du Revenu Minimum d'Insertion en Seine-Saint-Denis a reculé au cours des deux derniers trimestres de l'année 2007. Mais, c'est surtout entre mars et juin 2007 que la baisse (-2,5%) a été la plus forte, puisqu'on a enregistré au cours de cette période, 1 296 personnes de moins dans le dispositif alors que entre décembre 2006 et mars 2007 on comptait seulement 112 personnes de moins. Soit une baisse de 0,2%.

Par rapport à juin 2006 (sur un an), le recul observé du nombre d'allocataires du RMI payés en juin 2007, s'élève à peine à 0,8%.



Source : CAF et Conseil Général 93

### Les contrats d'insertion

Evolution du nombre de contrats d'insertion et du nombre de reprises par l'activité déclarés*						
	Cumul année 2006	juin-06	sept-06	déc-06	mars-07	juin-07
Nombre de contrats d'insertion signés	17 187	1 352	1 254	1 464	1 402	<b>1 555</b>
Nombre des reprises d'activités (déclarés)	2 281	194	242	309	265	<b>295</b>
Taux de reprise d'activité	13,3	14,3	19,3	21,1	18,9	<b>19,0</b>

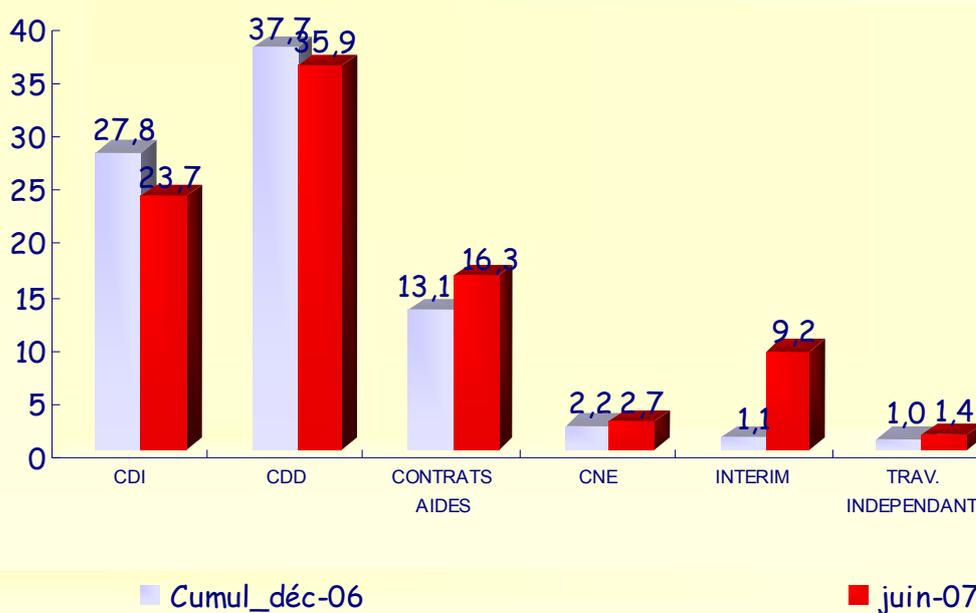
Sources : CG93/Caisse d'Allocations Familiales

\* Le nombre de reprises par l'activité est ici inférieur à la réalité en raison du mode de comptage. Ne sont prises en compte, que les personnes ayant déclaré une reprise d'activité

## L'EMPLOI : Le marché du travail (3)

### Les reprises d'activité et la nature des contrats

Evolution et répartition des reprises d'activités déclarés selon le type de contrat (déc-06\_juin-07)



Sources : CG93/Caisse d'Allocations Familiales

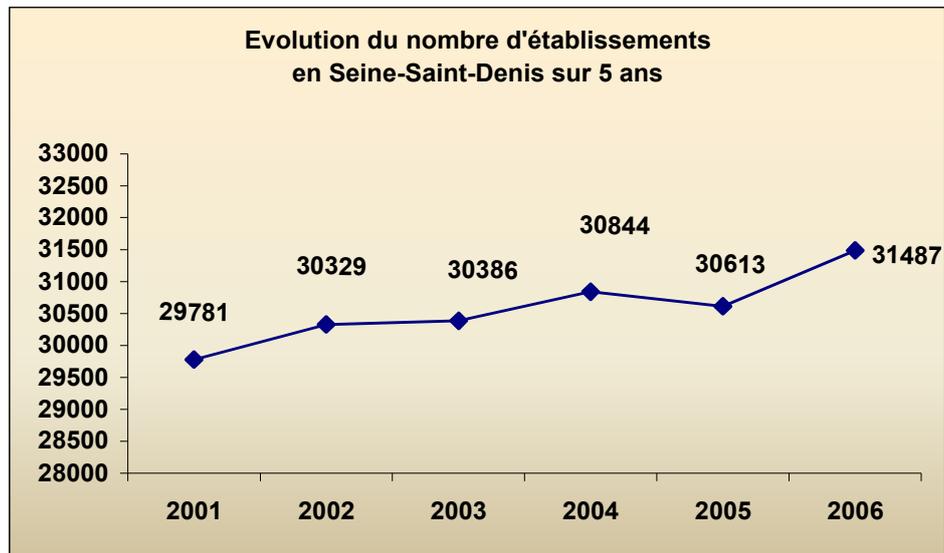
En juin 2007, le nombre de reprises d'activité déclarées est inférieur à celui enregistré en décembre 2006. En effet, on compte 309 reprises d'activité au quatrième trimestre 2006 contre 295 à la fin du premier semestre 2007.

Sur la qualité des emplois retrouvés, les résultats de juin 2007, montrent une diminution des CDI (-4,1 points), des CDD (-1,8 point). A l'inverse, l'intérim, les Contrats Aides, les CNE ainsi que le nombre de travailleurs indépendants, sont en progression respectivement de 8 points, de 3,2 points, de 0,5 point et de 0,4 point.

## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (1)

### Evolution du nombre d'établissements :

En cinq ans, selon les statistiques provisoires 2006 du GARP, le nombre d'établissements en Seine-Saint-Denis s'est accru de 1 706 entreprises par rapport à 2005, passant de 29 781 à 31 487, soit un gain de 5,7%.



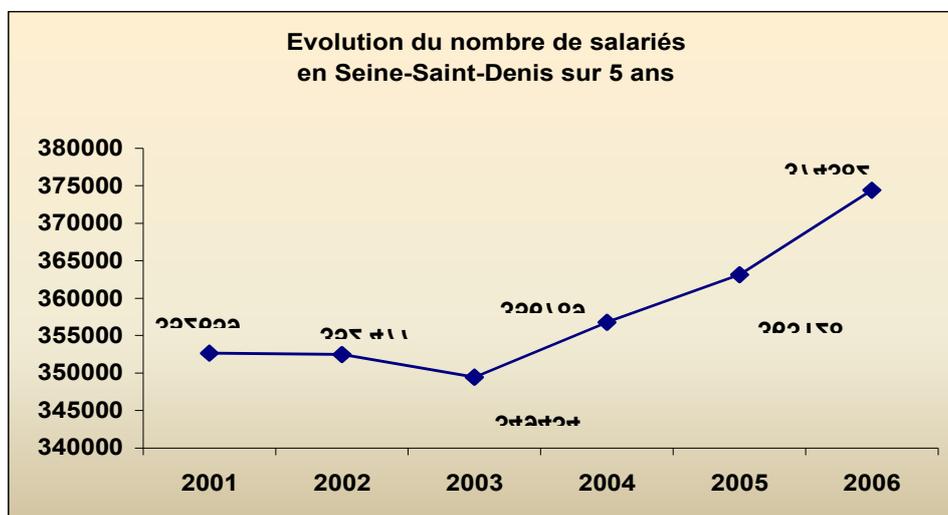
Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

### L'évolution du nombre de salariés :

Durant les 5 dernières années, l'emploi salarié est passé de 352 659 en 2001 à 374 382 en 2006. Le gain, sur cette période est de 21 723 emplois soit une hausse de 6,2%.

Pour la troisième année consécutive, la Seine-Saint-Denis connaît un dynamisme en matière de création d'emplois : +11 254 emplois au cours de l'année 2006 par rapport à 2005, soit une croissance de 3,1%, tandis que la moyenne régionale est de 1,8%.

Tous les grands secteurs d'activité créent des emplois : 1063 dans l'industrie, 1538 dans la construction et 10 773 dans le tertiaire.



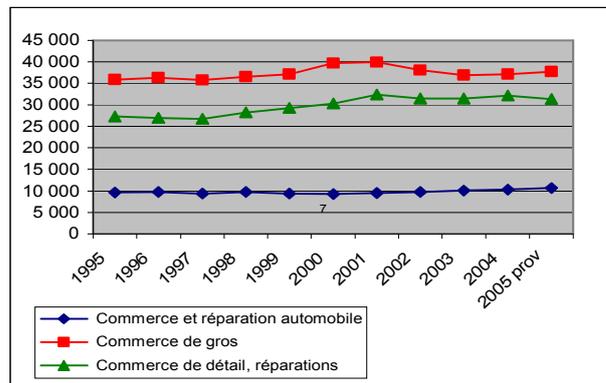
Source : DDTEFP / Groupement des ASSEDICS de la Région Parisienne

## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (2)

### Evolution des actifs du secteur commercial sur 10 ans (INSEE)

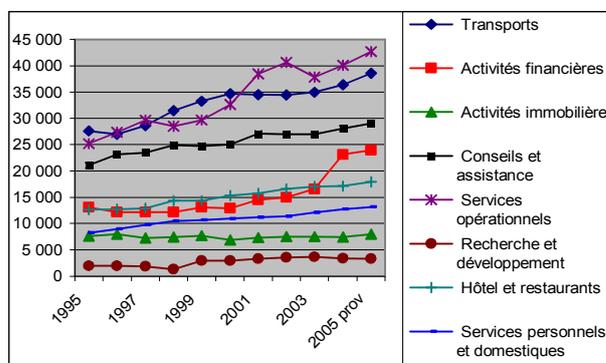
L'emploi salarié dans le commerce a progressé globalement sur 10 ans de 9,6%. La plus forte croissance (15%) est enregistrée par le commerce de détail puis dans une moindre mesure par le commerce et la réparation automobile.

Après une augmentation régulière de ses emplois, le commerce de gros tend à se stabiliser depuis 2002.



### Evolution des actifs des principaux secteurs d'activité des services (INSEE)

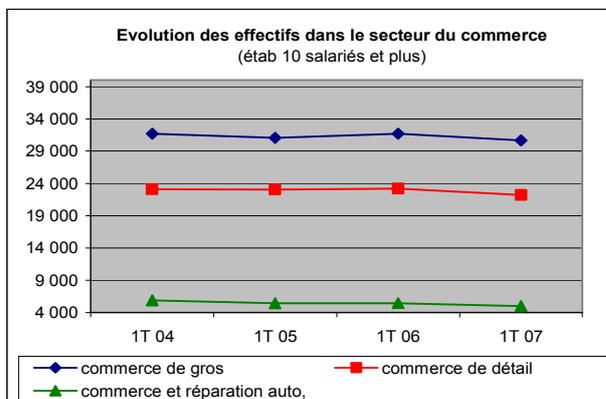
Dans l'ensemble, cette évolution atteint sur 10 ans 50,3%. Des augmentations supérieures à la moyenne départementale sont observées dans les secteurs des activités financières (+82,6%), des services opérationnels (+69%) et de la recherche (+66,2%).



### Evolution des effectifs dans le commerce (UNEDIC)

Les effectifs du commerce dans les établissements de 10 salariés et plus, relevant du champ de l'UNEDIC, tendent à baisser légèrement depuis 2003 (-4,6% sur 3 ans et -4,2% sur un an).

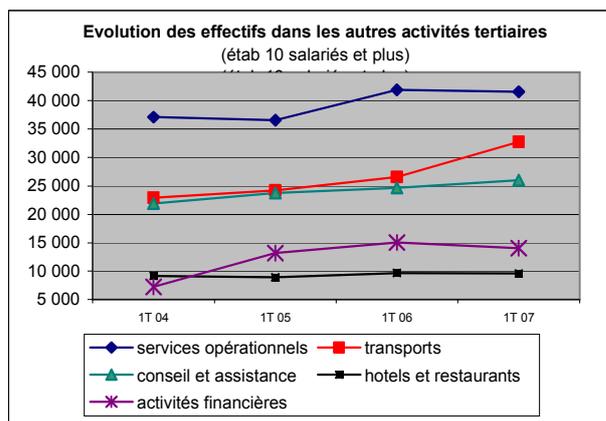
Les réductions d'emploi les plus importantes sont observées dans le secteur du commerce et de la réparation automobile (-8,9% sur un an et -15% sur 3 ans).



### Evolution des effectifs dans les principaux secteurs d'activité des services (UNEDIC)

Des croissances d'emplois sur 3 ans, supérieures à la moyenne départementale (+22,9%), sont enregistrées par les activités financières (93,8%), les transports (+42,6%) et le secteur conseil et assistance (+18,8%).

Sur un an, l'évolution moyenne est de 4% mais seuls 2 secteurs ont une évolution positive : les transports et Conseil et assistance.



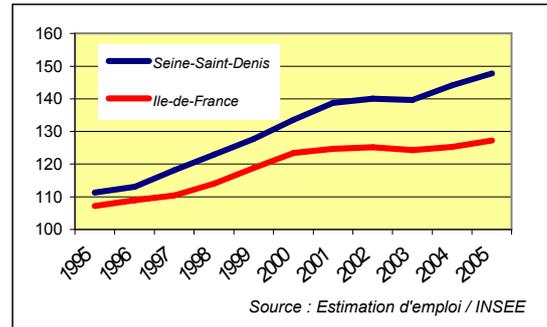
**Sources** : Estimations INSEE (secteurs public et privé) et UNEDIC/GARP (secteur privé)

**Réalisation** DDTEFP

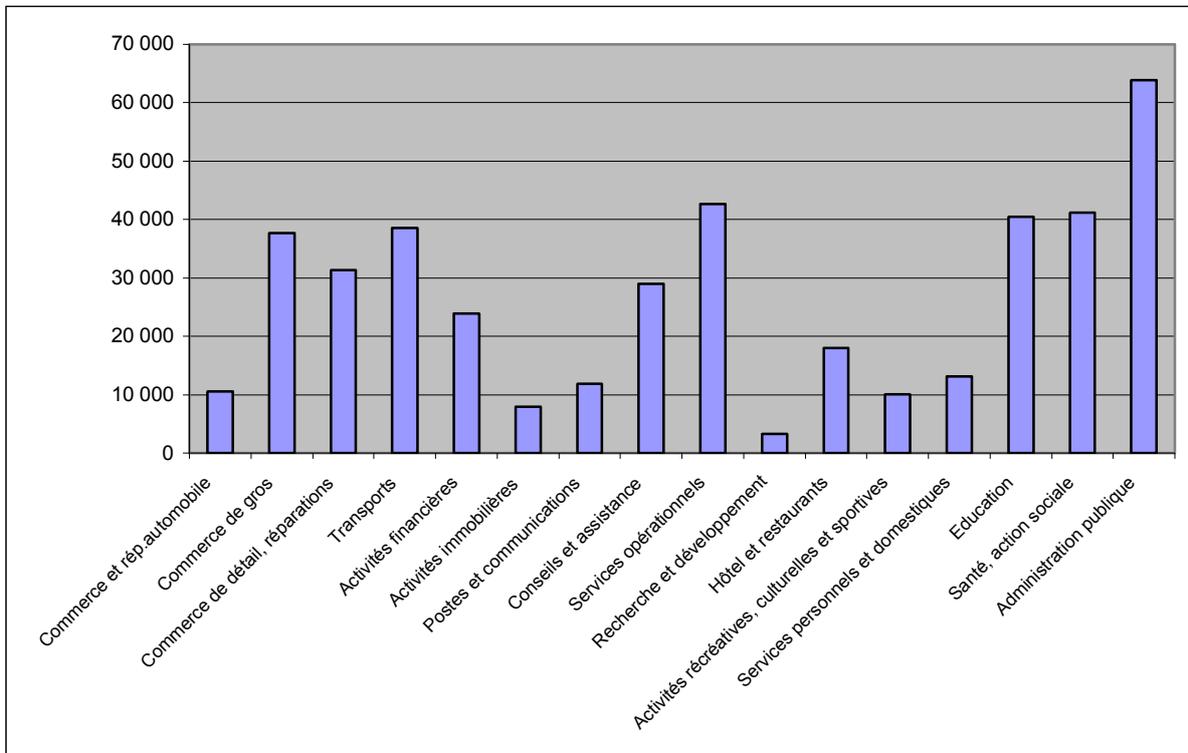
## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (3)

### L'évolution des actifs dans le secteur des services (public et privé, hors commerce) sur 10 ans – 1995/2005

La croissance des actifs dans le secteur des services est plus rapide en Seine-Saint-Denis qu'en Ile de France, en particulier sur les 3 dernières années observées.



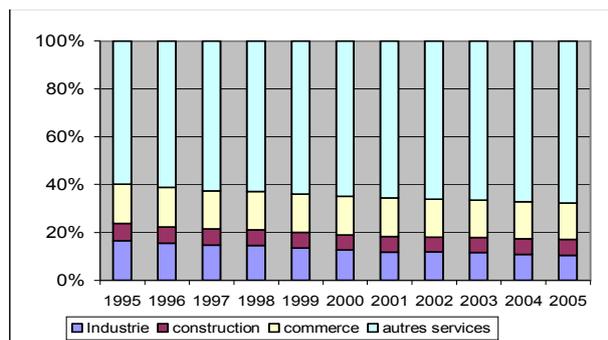
### La répartition des emplois dans les services en 2005 en Seine-Saint-Denis (commerce compris)



L'emploi salarié dans le secteur des services représente 83% des emplois en 2005 (selon les données INSEE : 430 493 actifs sur un total général de 518 961). Mis à part les emplois, essentiellement publics, des secteurs de l'Education, de la santé/action sociale et de l'administration publique, 4 activités dominent les services : les services opérationnels, les transports, le commerce de gros et le commerce de détail.

### Evolution de la part du tertiaire dans l'ensemble des emplois salariés sur 10 ans

La part de l'ensemble du secteur des services s'est accrue de 7 points de 1995 (76%) à 2005, tandis que pendant la même période celle de l'industrie a perdu 6 points (10,3% en 2005, contre 16,4% en 1995).



## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (4)

### Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge

Les secteurs de la Construction et des Services profitent d'une augmentation des DUE (18,76% et 13,14%) supérieur à celle observée sur les autres secteurs. Le nombre de DUE sur le secteur de l'industrie diminue de 13,53%, par rapport au 1er semestre 2007, plus particulièrement pour l'industrie des biens de consommation.

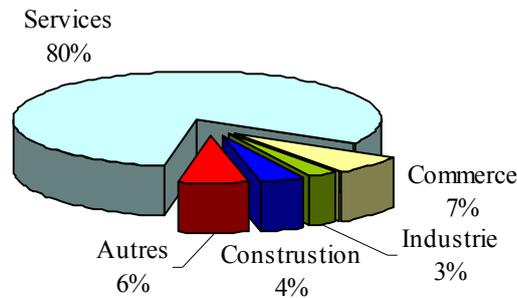
Secteur d'activité		Déclaration d'embauche 1 <sup>er</sup> S. 07	Poids secteur	Evolution 1 <sup>er</sup> S. 07 / 1 <sup>er</sup> S. 07
SERVICES	Transports	16 948	4,49%	20,78%
	Activités financières	1 538	0,41%	1,85%
	Activités immobilières	1 802	0,48%	-9,08%
	Services aux entreprises	175 214	46,42%	14,15%
	Services aux particuliers	109 839	29,10%	11,11%
	<b>SERVICES</b>	<b>305 341</b>	<b>80,90%</b>	<b>13,14%</b>
COM.	<b>COMMERCE</b>	<b>24 901</b>	<b>6,60%</b>	<b>9,59%</b>
INDUSTRIE	Industries agricoles et alimentaires	1 279	0,34%	24,54%
	Industries des biens de consommation	6 083	1,61%	-21,34%
	Industrie automobile	86	0,02%	-81,55%
	Industries des biens d'équipement	989	0,26%	-1,30%
	Industries des biens intermédiaires	1 263	0,33%	11,67%
	Energie	192	0,05%	137,04%
	<b>INDUSTRIE</b>	<b>9 892</b>	<b>2,62%</b>	<b>-13,53%</b>
CON.	<b>CONSTRUCTION</b>	<b>14 317</b>	<b>3,79%</b>	<b>18,76%</b>
AUTRES	Agriculture, sylviculture, pêche	12	0,00%	-33,33%
	Education, santé, action sociale	15 247	4,04%	17,93%
	Administration	6 925	1,83%	-7,63%
	Inconnue	811	0,21%	-21,49%
	<b>AUTRES</b>	<b>22 995</b>	<b>6,09%</b>	<b>7,07%</b>
<b>TOTAL</b>		<b>377 446</b>	<b>100,00%</b>	<b>11,81%</b>
<b>Dont</b>	Entreprises de Travail Temporaire	138 906	36,80%	13,82%
	Artistes auteurs	26 880	7,12%	21,43%
	Hôtels cafés restaurants	25 953	6,88%	-7,25%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (5)

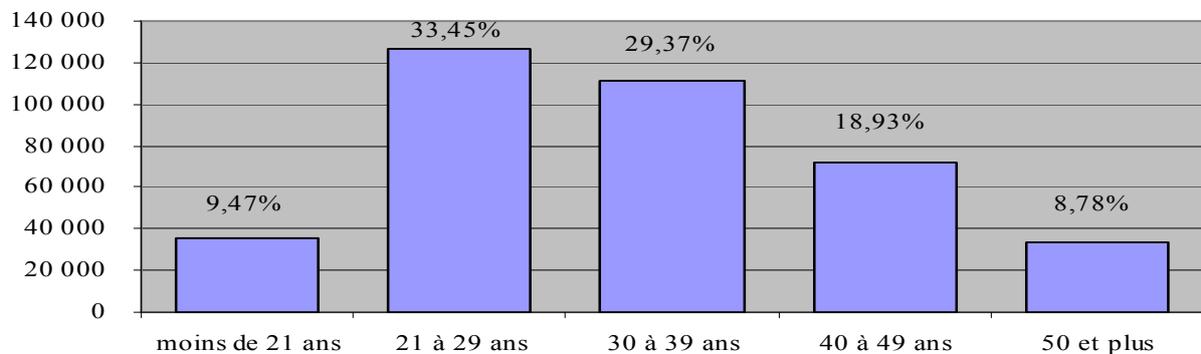
### Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge (suite)

#### Répartition des DUE par secteur d'activités



<i>SERVICES</i>	305 341	80,90%
<i>COMMERCE</i>	24 901	6,60%
<i>INDUSTRIE</i>	9 892	2,62%
<i>CONSTRUCTION</i>	14 317	3,79%
<i>AUTRES</i>	22 995	6,09%
	377 446	100,00%

#### Répartition des DUE selon l'âge du salarié



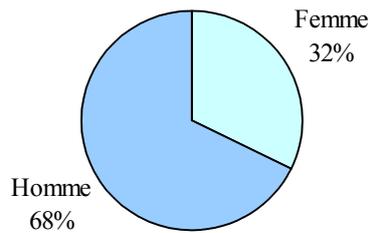
Tranche d'âge	Nb de DUE	%	Tranche d'âge	Nb de DUE	%
<b>moins de 21 ans</b>	35 763	9,47%	<b>moins de 21 ans</b>	35 763	9,47%
<b>21 à 24 ans</b>	60 205	15,95%	<b>21 à 29 ans</b>	126 259	33,45%
<b>25 à 29 ans</b>	66 053	17,50%	<b>30 à 39 ans</b>	110 848	29,37%
<b>30 à 34 ans</b>	60 624	16,06%	<b>40 à 49 ans</b>	71 440	18,93%
<b>35 à 39 ans</b>	50 224	13,31%	<b>50 et plus</b>	33 136	8,78%
<b>40 à 44 ans</b>	42 367	11,22%	<b>Total</b>	377 446	100%
<b>45 à 49 ans</b>	29 074	7,70%			
<b>50 à 54 ans</b>	18 667	4,95%			
<b>plus de 55 ans</b>	14 469	3,83%			
<b>Total</b>	377 446	100,00%			

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne

## L'EMPLOI : Le marché de l'emploi (6)

### Les Déclarations Uniques d'Embauches (DUE) par secteur d'activités, par sexe et par tranche d'âge (suite)

#### Répartition des DUE par sexe



Sexe	Nb de DUE	%
<b>Femme</b>	121 250	32%
<b>Homme</b>	256 196	68%
<b>Total</b>	<b>377 446</b>	100%

Source : URSSAF de Paris – Région Parisienne



# NOTE METHODOLOGIQUE

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis

### **DONNEES SUR LA CONSTRUCTION NEUVE (SITADEL)**

- l'autorisation de construire, pour les permis ayant reçu un avis favorable de l'autorité compétente qui donne lieu à la série des permis autorisés,
- la déclaration d'ouverture de chantier qui donne lieu à la série des permis commencés,
- la déclaration d'achèvement de travaux dont les séries ne sont pas publiées par manque de fiabilité des données.

Les données publiées disponibles sont en date de prise en compte et en dates réelles, qui ne sont disponibles et stabilisées qu'après un délai important nécessaire à la collecte de l'information.

### **DONNEES SUR LA COMMERCIALISATION DE LOGEMENTS NEUFS (ECLN)**

L'enquête sur la commercialisation des logements neufs (ECLN) est exhaustive et son objectif est l'observation conjoncturelle du marché de la promotion privée immobilière de logements neufs.

- Le champ de l'enquête : l'enquête utilise comme base de sondage l'ensemble des permis ayant au moins 5 logements neufs, dont au moins 1 est destiné à la vente sur le marché de la promotion immobilière.
- Les mises en vente : on appelle « mises en vente » les logements nouvellement offerts à la commercialisation par les promoteurs au cours de l'année enquêtée.
- Les ventes ou réservations : l'enquête recense les réservations, avec dépôt d'arrhes effectuées sur chaque programme. Dans la présentation des résultats, on parle indifféremment de ventes ou de réservations.

### **DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL**

		Phase réalisation		Acquisition par l'occupant
		Autorisés (PC)	Mises en chantier	
Construction neuve	Par un organisme social / HLM	oui	oui	Non relevant
	Par un promoteur privé	oui	oui	Oui, si programme de 5 logements au moins (ECLN)
	Par un particulier en maison individuelle (« diffus »)	oui		oui
transactions dans l'ancien	Non relevant			(à partir de 2006)

### **DIFFERENCE ENTRE LES CHAMPS DES OBSERVATIONS DE LA DDE SUR LE LOGEMENT ET CEUX DE LA BANQUE DE FRANCE SUR LES CREDITS A L'HABITAT, POUR LE TABLEAU DE BORD CONJONCTUREL (suite)**

La DDE transmet des données sur les flux physiques, quel que soit le constructeur ; elle transmet également des données de flux sur les ventes de logements mais, jusqu'en 2006, uniquement les ventes de logements en collectifs dans le neuf.

La Banque de France transmet, dans sa série des encours de crédits à l'habitat, non pas des données de flux, mais des données de stocks (ou de variation de stocks si l'on observe la progression des encours de crédits). Le champs observé, en grisé sur le tableau, diffère de celui de la DDE : n'y figurent pas les crédits mobilisés par les promoteurs locatifs sociaux ou HLM (soit 25 à 35 % de la construction neuve dans le département) ; en revanche, son champ intègre les transactions dans l'ancien, sur quoi la DDE ne fournit pas encore d'informations trimestrielles.

Les informations transmises par la Banque de France fournissent donc une image plus éloignée des fluctuations dans la construction neuve des logements : les variations d'encours sont

affectées par des variations dans le remboursement de crédits antérieurs ; les crédits nouveaux intègrent les crédits sur les transactions, et leur volume dépend aussi d'effet de prix, et de variations dans les structures de financement adoptées par les acquéreurs de logements (répartition entre les fonds propres, les crédits familiaux ou amicaux non déclarés, et les crédits bancaires).

### **MARCHE DES LOGEMENTS ANCIENS EN SEINE-SAINT-DENIS**

L'analyse du marché des logements dits « anciens », qui est maintenant intégrée au document publié par le Club 93 conjoncture est réalisée à partir de la base de données de la Chambre régionale des notaires d'Ile-de-France. Réalisée par la DDE, elle vient compléter l'analyse de la conjoncture du marché des logements neufs.

### **NOMBRE D'ENTREPRISES ARTISANALES PAR SECTEUR D'ACTIVITE**

Les chiffres communiqués sont issus des mouvements enregistrés au répertoire des métiers.

La répartition a été faite par codes d'activités selon la nomenclature d'activités (NAFA), en fonction de l'ancienne répartition en sept catégories qui a l'avantage d'offrir une meilleure ventilation des activités.

Selon le dernier traitement opéré courant avril, les chiffres s'analysent comme suit.

Il s'agit de l'état du fichier depuis sa création, arrêté à une date anniversaire (31 décembre 2004, 31 décembre 2005, et 31 mars 2006).

### **DONNEES SUR L'IMMOBILIER D'ENTREPRISE**

Le GRECAM réalise pour le compte de la CCIP 93 et de la DDE un tableau de bord de l'immobilier d'entreprise de la Seine-Saint-Denis dont les données (mises à jour tous les six mois) émanent de l'observatoire régional. Il s'agit d'une base de données sur les locaux dits « en blanc » (c'est-à-dire excluant les « constructions pour soi »), de plus de 500 m<sup>2</sup>, proposés à la vente ou à la location aux entreprises par les opérateurs immobiliers (promoteurs, propriétaires, cabinets immobiliers). Chaque programme neuf, chaque surface libérée en Ile de France fait l'objet d'un suivi par enquête jusqu'à l'achèvement de sa commercialisation.

*Les locaux d'activités :*

Sont regroupés sous cette appellation trois types de locaux distincts qui se différencient par la proportion de leurs surfaces de bureaux d'accompagnement et par leurs caractéristiques physiques :

- les locaux mixtes comportent une proportion de bureaux d'accompagnement supérieure à 30 %,
- les ateliers, souvent aussi dénommés « locaux PME-PMI » comprennent moins de 30 % de surfaces de bureaux d'accompagnement et ne répondent pas aux exigences techniques de l'entreposage,
- les entrepôts se différencient des ateliers par les caractéristiques physiques suivantes : rez-de-chaussée ou étage avec rampe d'accès, hauteur sous plafond supérieure à 5 m, charge au sol supérieure à 2 tonnes/m<sup>2</sup>, pouvant accueillir un camion de 19 tonnes soit par porte camion soit par quai de déchargement.

### **NOMBRE D'ETABLISSEMENTS IMPLANTES EN ZFU EN SEINE-SAINT-DENIS : EVOLUTION DEPUIS 2001**

L'indicateur relatif au nombre d'établissement implantés en ZFU en Seine-Saint-Denis est issu de l'exploitation du système d'information territoriale de la CCIP, TERRitem.

Il repose sur une géolocalisation précise (réalisée par la CCIP 93), des établissements de Seine-Saint-Denis.

Il provient du fichier des établissements produit par l'INSEE (Sirene Notice 80), disponible au 1<sup>er</sup> janvier de chaque année.

Il ne tient pas compte des activités suivantes :

- administration publique : service de l'Etat, service municipaux, autres institutions publiques
- santé et action sociale : crèches, hôpitaux, etc.
- éducation : écoles, collèges, lycées
- services collectifs sociaux et personnels : associations sportives et culturelles, autres associations

## **TAXE SUR LA VALEUR AJOUTEE (TVA)**

L'analyse des données a porté sur les secteurs d'activité suivants : les biens de consommation, l'automobile, les biens intermédiaires, biens d'équipement, l'énergie, la construction, la réparation automobile, le commerce de gros et les intermédiaires de commerce, le commerce de détail, les transports, les activités financières, les services aux entreprises, les services aux particuliers, l'éducation, la santé, l'action sociale, l'administration, l'agriculture, la chasse, l'agro-alimentaire.

Pour ce faire, quatre paramètres ont été privilégiés : le chiffre d'affaires, la TVA brute (application des taux de TVA), la TVA déductible sur immobilisations (donnée reflétant les investissements des entreprises), la TVA nette due.

➤ Chiffres d'affaires : les données relatives au chiffre d'affaires sont celles que les entreprises portent sur les différentes déclarations fiscales qu'elles sont tenues de déposer. En conséquence, une certaine prudence s'impose lors de l'analyse de ces données.

➤ TVA brute totale : il s'agit des montants de TVA résultant de l'application des différents taux légaux de TVA applicables en France. Les taux les plus couramment appliqués sont 19.6 % (taux normal applicable à toutes les activités pour lesquelles la loi n'a pas fixé un autre taux) et 5.5 % (taux réduit applicable aux produits destinés à l'alimentation humaine de base hors produits dits de luxe, ventes à emporter d'aliments, produits destinés à l'alimentation animale et produits non transformés issus de l'agriculture de la pêche...prestations de services effectuées dans le domaine agricole).

➤ TVA déductible sur immobilisations : la technique retenue pour la taxation de la valeur ajoutée implique que la taxe qui a grevé les éléments du prix de revient d'une opération imposable soit déductible de la taxe applicable à cette opération.

L'exercice de ce droit à déduction s'opère sur des biens constituant des immobilisations pour l'entreprise c'est-à-dire en termes généraux des investissements. Il s'agit de biens de toute nature qui sont acquis ou créés par l'entreprise non pour être vendus ou transformés mais pour être utilisés d'une manière durable comme instruments de travail ou moyens d'exploitation.

➤ TVA nette due : il s'agit du montant de TVA due calculé à partir des données déclarées par les entreprises. Cette variable est donc à utiliser avec prudence dans la mesure où elle ne reflète pas les sommes effectivement versées au Trésor Public.

Ainsi, certaines entreprises peuvent déclarer un montant de TVA due correspondant à leur chiffres d'affaires mais qu'elles ne sont pas en mesure de payer du fait de la conjoncture ou du comportement de leur dirigeant. En conséquence, l'encaissement sera différé et ne sera plus considéré comme reflétant le paiement spontané de la TVA mais comme le résultat de l'action en recouvrement.

De plus, il convient de noter que l'évolution de la situation économique n'est pas directement liée au montant dû de TVA dans la mesure où le montant peut être impacté par des opérations d'investissement ou des exportations lourdes réalisées par les entreprises les plus importantes.

## **IMMATRICULATIONS AU REGISTRE DU COMMERCE ET DES SOCIETES (RCS)**

Les immatriculations ont été subdivisées dans les 4 catégories connues actuellement :

- Personnes physiques : lettre A dans le numéro RCS
- Personnes morales : lettre B dans le numéro RCS
- Groupe Intérêts Economique : lettre C dans le numéro RCS
- Sociétés civiles : lettre D dans le numéro RCS

Sur la dernière ligne du tableau apparaît le chiffre concernant les dépôts des Comptes Annuels déposés au greffe.

## **EVOLUTION DE LA CONJONCTURE DANS LES TRANSPORTS ROUTIERS**

Ces données sont issues des enquêtes de conjoncture mensuelles de la Banque de France de Seine- Saint-Denis, réalisées auprès de sociétés de transport routier du département réalisant un CA annuel supérieur à 750 000 euros.

## **CHIFFRES CLES « SALONS »**

Le bilan d'activités des centres d'expositions et de Congrès de Paris Ile-de-France vient de paraître. L'étude est téléchargeable sur [www.salonscongres.ccip.fr](http://www.salonscongres.ccip.fr).

Ce rapport d'activités présente les données agrégées des principaux centres de la région : Paris Expo Porte de Versailles | Paris-Nord Villepinte | Paris Le Bourget | Palais des Congrès de Paris | Paris Expo CNIT La Défense | Parc Floral de Paris| Paris Expo Espace Champerrét | Paris Expo

Carrousel du Louvre | Cité des Sciences et de l'Industrie. La Grande Halle de la Villette qui participe habituellement à l'étude est en travaux depuis 2005.

### **INDICATIONS DE LECTURE**

CVS : corrigées des variations saisonnières

DB : données brutes

Glissement annuel en % : taux de croissance du mois (ou trimestre) de l'année par rapport au mois (ou trimestre) de l'année précédente

Taux de chômage au sens du BIT (Bureau International du Travail) : données corrigées des variations saisonnières

SHON : Surface hors œuvre nette

CAF/FAB : Pour le commerce extérieur de la France, la valeur des échanges est prise en compte au passage de la frontière. Cette comptabilisation est dite CAF/FAB : Pour les importations Coût, Assurance et Frais compris jusqu'à notre frontière nationale, pour les exportations, Franco A Bord à notre frontière.



# CONTACTS

---

Préfecture de la Seine-Saint-Denis ● Chambre de Commerce et d'Industrie de Paris Seine-Saint-Denis ● Conseil Général de Seine-Saint-Denis ● Chambre de Métiers et de l'artisanat de Seine-Saint-Denis ● Tribunal de Commerce ● Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation professionnelle ● URSSAF de Paris- Région Parisienne ● ASSEDIC de l'Est Francilien ● ANPE 93 ● Direction départementale d'Équipement 93 ● Comité Départemental du Tourisme ● Banque de France de Seine-Saint-Denis ● Trésorerie Générale 93 ● Direction départementale des Services Fiscaux ● Direction régionale des Douanes de Paris-Est ● Comité d'expansion économique de Seine-Saint-Denis



### SECRETARIAT CLUB 93 CONJONCTURE

Cécile CABANES  
Chambre de commerce et d'industrie de Paris Seine-Saint-Denis  
Tél : 01.48.95.10.55. / Fax : 01.48.95.11.58  
[ccabanes@ccip.fr](mailto:ccabanes@ccip.fr)

Données	Correspondants à contacter
---------	----------------------------

### LES MENAGES

Crédits à la consommation des ménages, encours et dépôts	Didier PERROT Banque de France <a href="mailto:didier.perrot@banque-France.fr">didier.perrot@banque-France.fr</a> Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 <a href="mailto:Jean-michel.dinand@banque-france.fr">Jean-michel.dinand@banque-france.fr</a>
Immatriculations de véhicules particuliers	Didier ALVES Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 <a href="mailto:Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr">Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr</a>
Crédit à l'habitat	Didier PERROT Banque de France <a href="mailto:didier.perrot@banque-France.fr">didier.perrot@banque-France.fr</a> Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 <a href="mailto:Jean-michel.dinand@banque-France.fr">Jean-michel.dinand@banque-France.fr</a>
Le marché des logements collectifs neufs et leur prix au m <sup>2</sup>	Chantal NIASSOU Direction Départementale de l'Équipement 93 Tél : 01.41.60.67.27 / <a href="mailto:chantal.niassou@equipement.gouv.fr">chantal.niassou@equipement.gouv.fr</a>
Le volume de la construction des logements neufs	
Le marché des logements dans l'ancien	

### LA VIE DE L'ENTREPRISE

Mouvements des entreprises	Mme METINS Tribunal de Commerce de Bobigny Tél : 01.48.95.15.44 / Télécopie : 01.40.30.22.91 <a href="mailto:Presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr">Presidence.tc.bobigny@grefnet.tm.fr</a>
Mouvements de l'Artisanat	Eric FROEHLICHER Chambre de Métiers 93 Tél : 01.41.60.75.23 <a href="mailto:e.froehlicher@cma93.fr">e.froehlicher@cma93.fr</a>

### LA VIE DE L'ENTREPRISE (suite)

Le commerce extérieur	Patricia JACQUES Direction Régionale des Douanes de Paris-Est Tél : 01.64.62.75.27 / <a href="mailto:patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr">patricia.jacques@douane.finances.gouv.fr</a>
-----------------------	--

La taxe sur la valeur ajoutée	Michel LASGI Direction des services fiscaux 93 Tél : 01.48.96.53.00 / <a href="mailto:michel.lasgi@dgi.finances.gouv.fr">michel.lasgi@dgi.finances.gouv.fr</a>
Impôts sur les sociétés	
La construction des locaux d'activités	Chantal NIASSOU Direction Départementale de l'Équipement 93 Tél : 01.41.60.67.27 / <a href="mailto:chantal.niassou@equipement.gouv.fr">chantal.niassou@equipement.gouv.fr</a>
Immatriculations de véhicules utilitaires	Didier ALVES Préfecture de la Seine-Saint-Denis Tél : 01.41.60.66.20 / Fax : 01.41.60.66.81 <a href="mailto:Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr">Actions-Etat@seine-saint-denis.pref.gouv.fr</a>
Crédits aux entreprises	Didier PERROT Banque de France <a href="mailto:didier.perrot@banque-france.fr">didier.perrot@banque-france.fr</a> Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 <a href="mailto:Jean-michel.dinand@banque-france.fr">Jean-michel.dinand@banque-france.fr</a>

### LES SERVICES

Hôtellerie	Hélène SALLET-LAVOREL Comité Départemental du Tourisme 93 Tel : 01 49 15 90 83 / <a href="mailto:h.sallet-lavorel@tourisme93.com">h.sallet-lavorel@tourisme93.com</a>
Transports	Julien PARROD Banque de France <a href="mailto:julien.parrod@banque-france.fr">julien.parrod@banque-france.fr</a> Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 <a href="mailto:Jean-michel.dinand@banque-france.fr">Jean-michel.dinand@banque-france.fr</a>

### INDICATEURS D'ATTRACTIVITE

Nombre de visiteurs au Stade de France	Hélène SALLET-LAVOREL Comité Départemental du Tourisme 93 Tel : 01 49 15 90 83 / <a href="mailto:h.sallet-lavorel@tourisme93.com">h.sallet-lavorel@tourisme93.com</a>
Nombre de visiteurs au Musée de l'Air et de l'Espace	
Nombre de visiteurs à la Basilique de Saint-Denis	
Transferts des sièges sociaux	Jean-Michel DINAND Banque de France Tél : 01.48.13.35.46 <a href="mailto:Jean-michel.dinand@banque-france.fr">Jean-michel.dinand@banque-france.fr</a>
Fréquentation des salons des Parcs des expositions du Bourget et de Paris Nord Villepinte	Cécile CABANES CCIP 93 Tél : 01.48.95.10.55 Fax : 01.48.95.11.58 <a href="mailto:ccabanes@ccip.fr">ccabanes@ccip.fr</a>

<b>L'EMPLOI</b>	
Les demandes d'emplois en fin de mois	Patrick FERRAND ANPE
Les demandes d'emplois enregistrées	Tél : 01.41.60.85.71 / <a href="mailto:patrick.ferrand@anpe.fr">patrick.ferrand@anpe.fr</a>
Le taux d'évolution du chômage sur un an	Katherine SANVERT Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.88 <a href="mailto:Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr">Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr</a>
Les offres d'emplois enregistrés en fin de mois	Patrick FERRAND
Les secteurs qui recrutent	ANPE
Les offres par taille d'entreprise	Tél : 01.41.60.85.71 / <a href="mailto:patrick.ferrand@anpe.fr">patrick.ferrand@anpe.fr</a>
Les métiers recherchés par les entreprises	
Les taux de chômage	Katherine SANVERT Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93 Tél : 01.41.60.54.88 <a href="mailto:Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr">Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr</a>
Le nombre de RMistes	Virgile ADJAH Conseil Général 93
Les contrats d'insertion	Tél : 01.43.93.86.18
Les reprises d'activité selon le type de contrats	<a href="mailto:vadjahi@cg93.fr">vadjahi@cg93.fr</a>
L'évolution sur 5 ans du nombre d'entreprises employant de la main d'œuvre	Katherine SANVERT Direction Départementale du Travail, de l'Emploi et de la Formation Professionnelle 93
L'évolution sur 5 ans du nombre de salariés	Tél : 01.41.60.54.88 <a href="mailto:Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr">Katherine.sanvert@dd-93.travail.gouv.fr</a>
Les déclarations uniques d'embauches	Cécile BOURSON URSSAF de Paris – Région Parisienne Tél : 01.56.93.24.00 / <a href="mailto:cecile.bourson@urssaf.fr">cecile.bourson@urssaf.fr</a>